

Rapport Annuel 2019

COMMERCE INCLUSIF POUR DE MEILLEURES
CONDITIONS DE VIE



Zones d'intervention



Amériques

Haïti

Afrique

Angola
 Bénin
 Burkina Faso
 Burundi
 Cabo Verde
 Comores
 Djibouti
 Érythrée
 Éthiopie
 Gambie
 Guinée
 Guinée équatoriale
 Guinée-Bissau
 Lesotho
 Libéria
 Madagascar
 Malawi
 Mali
 Mauritanie
 Mozambique

Niger
 Ouganda
 République centrafricaine
 République démocratique du Congo
 Rwanda
 Sao Tomé-et-Principe
 Sénégal
 Sierra Leone
 Somalie
 Soudan
 Soudan du Sud
 Tanzanie
 Tchad
 Togo
 Zambie

Asie

Afghanistan
 Bangladesh
 Bhoutan
 Cambodge
 Maldives
 Myanmar
 Népal
 RDP lao
 Timor-Leste

Moyen-Orient

Yémen

Pacifique

Îles Salomon
 Kiribati
 Samoa
 Tuvalu
 Vanuatu

Fonctionnement du CIR

— LE COMMERCE INCLUSIF POUR UNE VIE MEILLEURE —

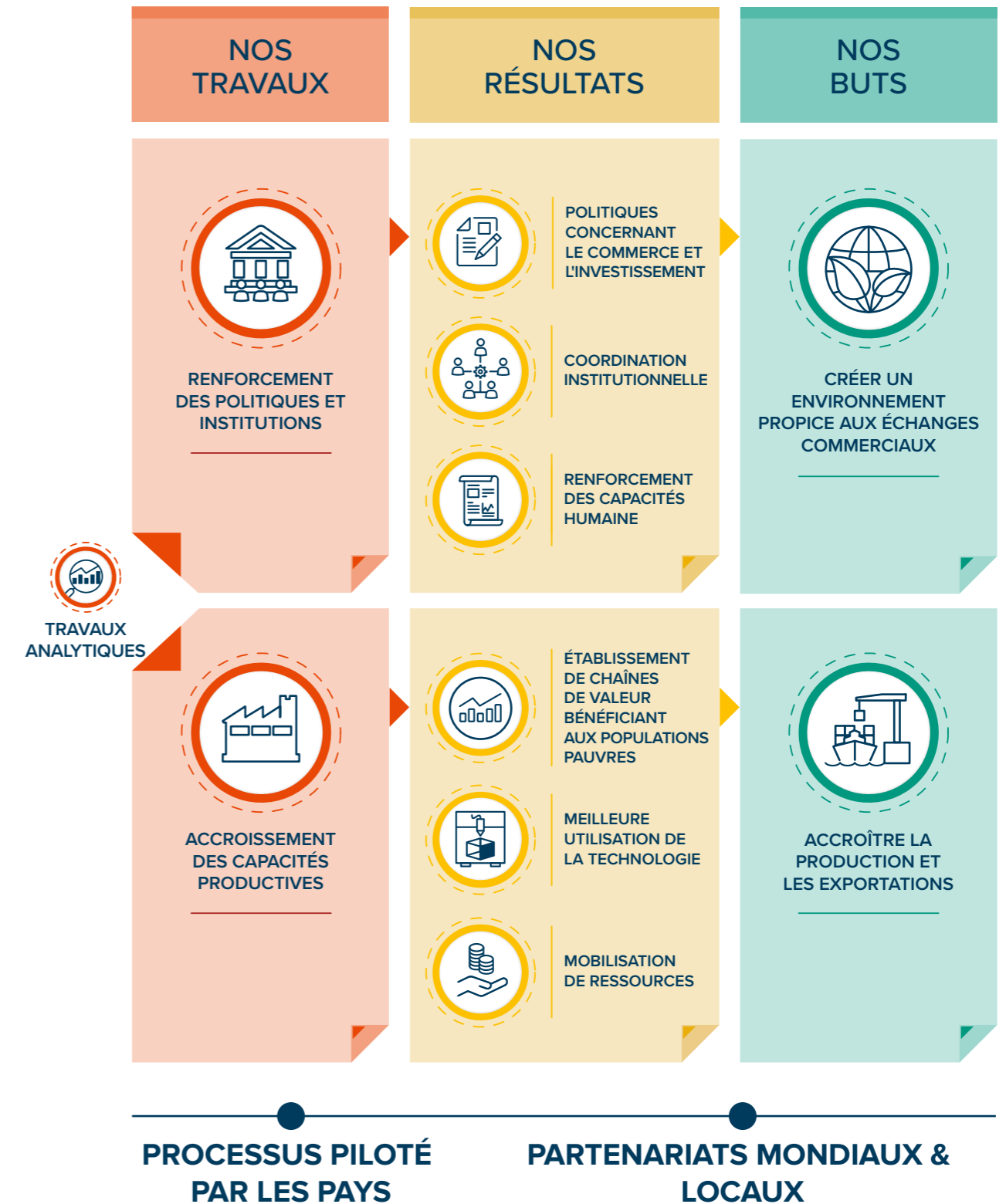


Table des matières



2 Zones d'intervention

3 Fonctionnement du CIR

6 Avant-propos

8 Principaux résultats

10 Contribution du CIR aux objectifs de développement durable

98 Abréviations

13 Doter les PMA des moyens nécessaires pour utiliser le commerce et l'investissement dans l'intérêt du développement durable et de la lutte contre la pauvreté

14 But n° 1 – Améliorer l'environnement commercial propice à une croissance inclusive et durable des PMA

16 Améliorer les cadres politiques et réglementaires reposant sur des données probantes pour le commerce et l'investissement

18 Renforcer la coordination des institutions pour le développement du commerce et l'investissement

20 Renforcer les capacités en matière de formulation et de mise en œuvre des politiques

22 But n° 2 – Accroissement des exportations et de l'accès aux marchés internationaux

24 Accroître la participation des PMA aux chaînes de valeur stratégiques

26 Améliorer l'utilisation de la technologie

28 Mobiliser des investissements supplémentaires en faveur de la capacité de production

31 Priorités transversales pour un commerce inclusif

32 Autonomisation économique des femmes

34 Commerce électronique

36 Durabilité environnementale

38 Investissement

40 Sortie de la catégorie des PMA

42 Pays fragiles et touchés par des conflits

45 Points forts du programme

46 Suivi, évaluation et apprentissage

51 Mobilisation de ressources, partenariats et communication au service des résultats

57 Mise à jour au niveau fiduciaire

65 Annexes

66 Résultats par indicateur

77 Catégorie 1 – Projets de renforcement de capacités institutionnelles

89 Catégorie 2 – Projets de renforcement des capacités productives



Avant-propos

Nous sommes très heureux de vous présenter l'édition 2019 du Rapport annuel du Cadre intégré renforcé (CIR).



L'année 2019 a été riche en événements pour les pays les moins avancés (PMA) et de façon générale pour le commerce mondial. Au moment où nous préparons ce rapport, des données préliminaires montrent que les exportations mondiales ont baissé en 2019, les exportations de marchandises et de services des PMA étant particulièrement touchées avec une chute de 1,6%. Malgré cela, beaucoup de PMA continuent de manifester leur engagement en faveur du commerce comme moteur de développement. En témoignent la mise en place de la Zone de libre-échange continentale africaine et la ratification de l'Accord sur la facilitation des

échanges par 27 PMA. Le chemin est encore long pour doubler la part des PMA dans les exportations mondiales, conformément aux Objectifs de développement durable (ODD), et l'appui de la communauté internationale demeure essentiel pour ce groupe de pays.

Le CIR est un mécanisme clé pour faciliter un commerce inclusif dans les PMA et pour mobiliser le soutien de la communauté internationale. Le Plan stratégique pour 2019-2022 nous guide afin de soutenir l'élaboration des politiques et de renforcer les institutions liées au commerce, l'accent étant mis sur l'accroissement des capacités de production, l'augmentation des exportations et la mobilisation d'investissements additionnels. En 2019, une étape importante a été le lancement de notre initiative «Rendre les femmes plus autonomes, dynamiser les échanges», qui doit jouer un rôle catalyseur pour au moins 50 000 femmes dans les PMA.

Les investissements dans le cadre du CIR ont contribué jusqu'à présent à de nouvelles exportations en provenance des PMA pour plus d'1,5 milliard d'USD. Les gains sont inclusifs, puisque les femmes représentent plus de la moitié des bénéficiaires des projets de renforcement des capacités productives du CIR. De plus, d'après nos estimations, le CIR a contribué à la création de plus de 30 000 emplois.

Au total, les ressources allouées au Fonds d'affectation spéciale pour le CIR (FASCIR) s'élèvent actuellement à 136,7 millions d'USD. Comme toujours, nous sommes très reconnaissants aux généreux donateurs, passés et présents. En 2019, des contributions au CIR de près de 14 millions d'USD ont été annoncées par six pays, à savoir l'Allemagne, l'Australie, le Danemark, la Finlande, le Japon et la Suède.

Depuis 2016, le CIR a lancé 114 projets d'une valeur de 67 millions d'USD (avec 35 millions d'USD concernant de nouveaux projets présentés pour approbation en 2019) afin de renforcer les capacités commerciales des PMA, et il a mobilisé encore 37,5 millions d'USD sous forme de cofinancement. Fin 2019, le Conseil du CIR a prolongé la période de mise en œuvre des projets jusqu'en juin 2023, de façon à ce que les pays qui ont le plus besoin d'un soutien puissent tirer parti des ressources du Programme.

Je tiens à remercier les PMA, les organisations du CIR, les donateurs et l'ensemble de nos partenaires pour toutes les contributions individuelles et collectives apportées au cours de l'année passée en vue d'atteindre nos objectifs communs. En particulier, je remercie M. Roberto Azevêdo, Directeur général de l'OMC, S.E. M. Morten

Jespersen, Président du Comité directeur du CIR, S.E. M. Eloi Laourou et S.E. M. Mani Prasad Bhattacharai, Président sortant et nouveau Président du Conseil du CIR, ainsi que tous les membres du Conseil du CIR pour leur détermination et l'engagement dont ils font preuve vis-à-vis d'un commerce inclusif dans les PMA. Enfin, je remercie mes collègues du Secrétariat exécutif du CIR (SE) et du Gestionnaire du Fonds d'affectation spéciale pour le CIR (GFAS) pour leur constance, leur soutien et leur esprit de collaboration au service de notre vision commune.

Ratnakar Adhikari
Directeur exécutif
Secrétariat exécutif du CIR à l'OMC

Principaux résultats*



44 pays du CIR ont incorporé le commerce dans leur Plan national de développement (PND)

Les PND servent de base pour l'intégration du commerce dans les stratégies sectorielles et pour la collaboration avec les partenaires de développement.



Plus de 12 000 femmes ont participé à des formations d'appui institutionnel du CIR

Les participantes étaient des fonctionnaires et des représentantes du secteur privé qui ont ainsi amélioré leurs connaissances et leurs compétences dans les domaines liés au commerce.



35 pays du CIR ont intégré des équipes spécialistes du commerce dans leur dispositif gouvernemental

Les unités nationales de mise en œuvre (UNMO) coordonnent les activités liées à l'Aide pour le commerce (APC) et à d'autres objectifs du CIR, et leur présence au sein des gouvernements est cruciale pour pérenniser les résultats.



44 politiques concernant le commerce et l'investissement

En date de 2019, 44 politiques concernant le commerce et l'investissement ont été formulées ou mises à jour dans les pays du CIR.



45 études diagnostiques sur l'intégration du commerce (EDIC) ont été effectuées

Les EDIC sont des analyses menées avec le soutien du CIR pour hiérarchiser les priorités des PMA en matière de commerce.



44 pays du CIR ont établi des mécanismes de coordination public-privé

Ces mécanismes permettent aux pouvoirs publics et au secteur privé de travailler ensemble sur des questions liées au commerce.



Des exportations d'une valeur de plus de 1,5 milliard d'USD ont été soutenues par des interventions du CIR

Des exportations d'une valeur de 400 millions d'USD ont été directement facilitées par des projets du CIR (commandes pour des foires commerciales, exportations de projets), tandis que l'appui fourni par le CIR à des secteurs spécifiques a contribué à plus de 1 milliard d'USD d'exportations.



Les femmes représentent 54% des bénéficiaires

L'accent étant mis sur un commerce inclusif, depuis 2016, 54% des bénéficiaires du CIR pour les projets de renforcement des capacités productive ont été des femmes.



43 initiatives ont été lancées pour le commerce électronique

Les pays du CIR ont lancé 43 initiatives concernant le commerce électronique, allant des ventes aux enchères en ligne de pommes de terre au Bhoutan à la facilitation des paiements électroniques au Rwanda, et à la préparation d'évaluations de l'état de préparation au commerce électronique pour des pays comme Kiribati, le Lesotho et les Tuvalu en 2019.



Plus de 1,9 milliard d'USD ont été affectés à des priorités identifiées dans les EDIC

Les partenaires de développement, les gouvernements et les acteurs du secteur privé ont apporté un financement de 1,9 milliard d'USD pour des projets répondant aux priorités mises en évidence par les EDIC.



Plus de 10 000 micro, petites et moyennes entreprises (MPME) ont bénéficié d'une aide

Les MPME sont la cheville ouvrière de nombreux pays du CIR et une source vitale d'emplois. On estime qu'environ 2 200 de ces entreprises sont détenues ou dirigées par des femmes.



122 nouveaux marchés

Le CIR a facilité jusqu'à présent l'établissement de 122 relations commerciales de PMA avec de nouveaux marchés, ce qui a permis d'accroître les exportations et les activités des entreprises.

*Les résultats sont cumulés jusqu'à 2019.

Contribution du CIR aux Objectifs de développement durable

Les Objectifs de développement durable (ODD) font ressortir l'importance du commerce pour le développement, y compris le rôle de l'APC et du CIR. Les travaux du CIR touchent à presque tous les ODD, mais en particulier aux objectifs ci-après.



Le CIR aide les PMA à adopter des politiques commerciales bénéficiant aux populations pauvres, et à mobiliser des ressources pour la mise en œuvre.



À ce jour, plus de 100 000 personnes (en majorité de petits exploitants agricoles) ont participé à des formations du CIR en vue de contribuer davantage à l'économie. Les projets du CIR ont aussi permis de créer plus de 30 000 emplois et d'en préserver des milliers d'autres.



Le CIR collabore avec les PMA pour accroître la productivité agricole et améliorer les liens intersectoriels.



Au Togo, plus de 24 000 cultivateurs de soja ont bénéficié d'un financement du CIR pour produire quelque 6 000 tonnes métriques de soja par an. Le soja est mentionné dans le Programme national pour la nutrition et il est important pour assurer la sécurité alimentaire du pays et de la région.



L'initiative du CIR «Rendre les femmes plus autonomes, dynamiser les échanges», lancée en 2019, devrait contribuer à autonomiser 50 000 femmes d'ici à 2022.



Au Bénin, le projet concernant le secteur du karité doit permettre d'améliorer la productivité des acteurs tout au long de la chaîne de valeur et d'autonomiser les productrices. En 2019, plus de 27 000 récolteuses de karité ont bénéficié d'un soutien du CIR pour améliorer leurs pratiques de production.



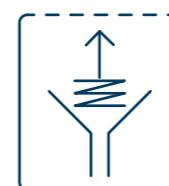
Le CIR est expressément mentionné dans la cible 8.A, qui invite la communauté internationale à «accroître l'appui apporté dans le cadre de l'initiative Aide pour le commerce aux pays en développement, en particulier aux pays les moins avancés, y compris par l'intermédiaire du Cadre intégré renforcé».



Le CIR a contribué à ce que plus de 1,9 milliard d'USD au titre de l'APC soient affectés par les partenaires de développement à des priorités identifiées dans les EDIC des PMA.



Le CIR travaille avec les PMA pour repérer les blocages au niveau des infrastructures et de l'industrialisation et encourage l'usage de la technologie pour la production et les services.



Au Bhoutan, plus de 1 600 cultivateurs (dont 61% de femmes) ont désormais accès à un système de calibrage mécanique et à une plate-forme d'enchères en ligne pour les ventes de pommes de terre grâce au financement du CIR, ce qui leur permet d'obtenir un meilleur prix et d'accroître la valeur des exportations.



Les contributions dans le cadre de la Phase deux du CIR en faveur de l'investissement et du développement du commerce dans les pays les plus pauvres ont atteint 136,7 millions d'USD. Le CIR suit une approche inclusive en matière de développement, pour faire en sorte que le commerce profite aux populations qui en ont le plus besoin.



Le projet du CIR qui vise à renforcer la compétitivité des filières d'exportation au nord de la RDP lao apporte un soutien dans trois des provinces les plus pauvres et les plus reculées du pays, en vue d'accroître la valeur et les exportations de produits commerciaux essentiels pour la région, à savoir l'artisanat, le thé, le riz et le maïs.



La durabilité environnementale et sociale est au cœur de chaque projet du CIR.



En Ouganda, des artisanes fabriquent des corbeilles en raphia, une fibre textile provenant d'une sorte de palmier. Elles travaillent en partenariat avec des spécialistes de l'environnement pour veiller à la préservation des zones humides où poussent les palmiers et faire en sorte que la production soit durable.



46 pays du CIR ont reçu un appui en vue de renforcer les ministères du commerce et d'autres institutions connexes.



Le CIR a soutenu l'élaboration d'une politique commerciale post-conflit en République centrafricaine et a financé une étude sur le commerce et la paix au Soudan du Sud, dans le but de renforcer les institutions et les économies.



En tant que partenariat regroupant des PMA, des donateurs, des organisations et d'autres partenaires notamment régionaux, le Programme du CIR incarne pleinement l'esprit de l'ODD 17.



En 2019, le CIR a mis en place un nouveau partenariat avec l'Association mondiale des organismes de promotion de l'investissement (WAIPA), afin de promouvoir durablement l'investissement étranger direct (IED) dans les PMA en cours de reclassement.

1

**Doter les PMA
des moyens
nécessaires
pour utiliser le
commerce et
l'investissement
dans l'intérêt du
développement
durable et de la
lutte contre la
pauvreté**



But n°1 Améliorer l'environnement commercial propice à une croissance inclusive et durable des PMA

Le commerce relève de multiples institutions, politiques et domaines d'intervention des partenaires de développement. Une approche cohérente est donc nécessaire pour obtenir des gains aussi larges que possible. À cet effet, le CIR renforce les institutions commerciales et veille à ce que le commerce soit ancré dans les PND et à ce que soient mises en place des stratégies efficaces pour orienter les politiques et les investissements. Nos travaux sont de plus en plus axés sur l'intégration du commerce dans les stratégies sectorielles, par exemple pour l'agriculture, le commerce électronique, la pêche, le développement industriel et le tourisme. Dans le cadre d'engagements à long terme, les capacités sont progressivement renforcées de sorte que les PMA puissent mieux s'intégrer dans les dispositifs commerciaux régionaux et mondiaux. Tout au long de ce processus, le CIR s'efforce de maintenir un dialogue entre les gouvernements, le secteur privé, la société civile et les partenaires de développement.



44 pays du CIR ont incorporé le commerce dans leur PND

La plupart des pays du CIR ont maintenant incorporé le commerce dans leur PND. Les PND servent de base pour l'intégration du commerce dans les stratégies sectorielles et pour la collaboration avec les partenaires de développement.



44 pays du CIR ont intégré le commerce dans des stratégies sectorielles

L'intégration du commerce dans des stratégies sectorielles diverses permet d'instaurer une coordination interministérielle et d'institutionnaliser les priorités commerciales.



44 pays du CIR ont établi des mécanismes de coordination en matière commerciale

L'éventail des parties prenantes en matière commerciale étant très large, il est indispensable qu'une instance spécifique réunisse les différentes institutions, d'une part pour formuler et mettre en œuvre des politiques et réglementations, et d'autre part pour conduire des négociations commerciales efficaces.



L'intégration du commerce dans les PND

Au **Cambodge**, l'EDIC 2019 (Stratégie d'intégration du commerce au Cambodge – CTIS) a suivi la pratique établie, avec une mise à jour correspondant au cycle quinquennal du PND, pour assurer l'intégration efficace de priorités commerciales actualisées et une meilleure mise en œuvre des outils de suivi. Le **Lesotho** et la **Sierra Leone** ont également adopté de nouveaux PND qui intègrent le commerce en 2019.



Nouvelles stratégies sectorielles en 2019

Le **Burkina Faso** a adopté une stratégie pour l'agriculture; la **République centrafricaine** a adopté des politiques concernant la foresterie et les industries extractives; la **République démocratique du Congo (RDC)** une politique agro-industrielle; **Djibouti** a adopté une stratégie pour le tourisme durable, et le **Togo** une stratégie pour l'industrie.



Sur la voie de l'adhésion à l'OMC

Le **Soudan du Sud** a établi un comité de coordination pour l'accession à l'OMC. Les membres du Comité ont participé à la première réunion du Groupe de travail de l'accession du Soudan du Sud en mars 2019.

“Nous pensons qu'il est essentiel que le Soudan du Sud s'ouvre au reste du monde pour attirer l'investissement étranger dont il a besoin pour développer et exploiter son potentiel dans d'autres secteurs, notamment pour aider le secteur industriel et manufacturier à démarrer, dans le but non seulement de diversifier le panier d'exportations du pays, mais aussi de créer des emplois hautement productifs pour la population, essentiellement composée de jeunes.”

*Aggrey Tisa Sabuni,
Négociateur principal et Conseiller du Président
pour les affaires économiques, gouvernement de la
République du Soudan du Sud*

Améliorer les cadres politiques et réglementaires reposant sur des données probantes pour le commerce et l'investissement

Au cœur du Programme du CIR se trouvent les EDIC, qui permettent aux pays de recenser leurs contraintes liées au commerce, puis d'élaborer pour y répondre des projets de renforcement des capacités institutionnelles et productives. Les EDIC apportent les éléments nécessaires pour concevoir des politiques et des interventions de qualité. Elles servent aussi de référence pour mobiliser des ressources auprès des donateurs et du secteur privé.

Dans le cadre d'un processus inclusif et participatif, les gouvernements des PMA, le secteur privé et la société civile s'approprient conjointement le programme national en matière de commerce. De nouvelles possibilités et sources de croissance sont identifiées, y compris pour le secteur privé et les MPME. Par ailleurs, toutes les nouvelles EDIC incluent désormais un volet important analysant la problématique de genre et les possibilités

d'autonomisation des femmes et des jeunes pouvant leur permettre de mieux participer à l'économie. Les EDIC traitent également de sujets comme la durabilité environnementale, le développement des chaînes de valeur, ainsi que la sortie de la catégorie des PMA.



© CIR/Olivier Girard

Résultats clés



4 EDIC validées en 2019

En 2019, des EDIC ont été validées avec le soutien du CIR au Cambodge, en RDC, en Guinée équatoriale et au Vanuatu, ce qui porte le total à 45. De nouvelles Mises à jour des EDIC ont par ailleurs été entreprises au Bangladesh, au Bhoutan, au Myanmar, en RDP lao et au Soudan du Sud.



44 politiques de commerce et d'investissement

En 2019, 44 politiques concernant le commerce et l'investissement ont été élaborées ou actualisées avec le soutien du CIR. En République centrafricaine, il s'agissait de formuler une politique commerciale après le conflit de manière à ce que le commerce joue un rôle moteur dans le processus de paix.

Une EDIC adoptant une approche sensible au genre en Guinée équatoriale

Validée en 2019, l'EDIC de la Guinée équatoriale pose des bases pour valoriser les possibilités de commerce et de développement. Elle a été préparée avec des experts de la Banque mondiale et élaborée grâce à un processus de collaboration à la suite de la sortie du pays de la catégorie des PMA en 2017.

La diversification économique est impérative pour le développement d'un commerce inclusif, en particulier dans un pays comme la Guinée équatoriale où les hydrocarbures représentent environ 90% des exportations. L'une des possibilités mises en évidence par l'EDIC consiste à transformer le secteur de la pêche artisanale en un secteur commercial, associant davantage de femmes pour accroître la productivité et les revenus des ménages. Un potentiel prometteur a aussi été identifié pour l'agriculture. L'EDIC comporte des recommandations visant à surmonter les disparités dans ce secteur, où les femmes pratiquent généralement une agriculture de subsistance, tandis que les hommes produisent plutôt des cultures commerciales comme le café et le cacao.

Globalement, l'EDIC a suivi d'un bout à l'autre une approche tenant compte de la problématique du genre. L'analyse menée a mis en lumière des contraintes qui concernent spécifiquement les femmes, y compris en matière de transport, d'accès au crédit et d'accès aux marchés internationaux. L'EDIC présente aussi des recommandations pour une plus grande implication des femmes dans l'économie, par exemple grâce au renforcement du cadre juridique les protégeant de toutes les formes de discrimination et de violence.



Témoignage

“L'EDIC a identifié les lacunes du pays en matière d'intégration commerciale et a établi une Matrice des actions prioritaires que le gouvernement doit mettre en œuvre pour pallier ces insuffisances. L'EDIC a également identifié trois secteurs à fort potentiel de production et d'exportation.”

*Expedito-Genaro Osá Nsomboro Okomo,
Coordonnateur de l'UNMO*

Renforcer la coordination des institutions pour le développement du commerce et l'investissement

Le CIR s'emploie à renforcer la coordination institutionnelle pour le développement du commerce et l'investissement dans les PMA. Il s'agit de réunir des ministères, des donateurs, des partenaires de développement, des organisations non-gouvernementales (ONG) et des MPME, et de veiller à ce que les femmes participent pleinement à toutes les activités. Cette coordination s'appuie sur des équipes techniques établies au sein des ministères du commerce. Le CIR sert également comme une plate-forme de coordination et de partage des connaissances pour les partenaires au développement qui viennent en aide aux PMA dans le domaine commercial.

Résultats clés



35 pays du CIR ont intégré les fonctions des UNMO dans le dispositif gouvernemental

Conformément à la stratégie de durabilité du CIR, les fonctions des UNMO continuent d'être intégrées dans les dispositifs gouvernementaux. Cette démarche consolide progressivement les compétences et l'expertise acquises grâce au soutien du CIR afin de pérenniser les résultats. L'intégration peut prendre des formes différentes, mais une UNMO est considérée comme intégrée si quatre des cinq critères suivants sont remplis: elle est installée dans des locaux du gouvernement; son personnel comprend des fonctionnaires gouvernementaux; une décision formelle a été prise quant à l'intégration de ses fonctions; elle contribue à coordonner l'assistance technique liée au commerce; elle facilite les liens intersectoriels dans le pays.



©CIR/José Carlos Alexandre

Le Comité national de développement du commerce extérieur (NTDC) au Vanuatu

Le NTDC se réunit trois fois par an; c'est l'organe central qui coordonne l'élaboration de la politique et la prise de décision en matière commerciale au Vanuatu. Le NTDC surveille la mise en œuvre du Cadre national de politique commerciale, actualisé en 2019. Présidé par le Vice-Premier Ministre, qui est aussi le Ministre du commerce, de l'industrie et du tourisme, le NTDC comprend des représentants d'autres ministères, du secteur privé, de la société civile et des donateurs. Il établit des stratégies et des priorités et formule des recommandations pour adoption par le Conseil

des Ministres. Des propositions de projets sont communiquées au moins une semaine avant les réunions, chaque séance faisant l'objet d'un ordre du jour et d'un rapport.

Le NTDC supervise différents projets, parmi lesquels le guichet unique électronique, qui vise à réduire les coûts et le temps nécessaires aux échanges commerciaux, et à rendre les exportations du Vanuatu plus compétitives. Le système permettra aux négociants de communiquer les renseignements par voie électronique, mettant fin à la pratique des communications

manuelles, pour un suivi en temps réel du processus de dédouanement. Cette réforme est le fruit d'une collaboration entre différentes institutions, y compris le Ministère des finances, le Ministère du commerce, le Ministère de l'agriculture et la Banque de réserve du Vanuatu. Ce projet du CIR, cofinancé par le gouvernement australien et le gouvernement vanuatu, est mis en œuvre avec l'appui technique de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), et bénéficie également du soutien de la Banque mondiale.

Résultats clés



44 pays du CIR ont établi des mécanismes de coordination public-privé

Il est indispensable, pour favoriser une appropriation commune des politiques nationales, d'instaurer un dialogue constructif entre les pouvoirs publics et le secteur privé, incluant les femmes et les jeunes. Les mécanismes vont des processus sectoriels ou nationaux spécifiques pour le dialogue public-privé à des comités directeurs nationaux (CDN) pour le CIR associant le gouvernement et le secteur privé. En Zambie par exemple, le CDN est présidé par un représentant du secteur privé.

Témoignage

“Le Comité national de développement du commerce extérieur est essentiellement un parlement spécialisé dans les questions commerciales. Il s'est avéré très efficace.”

Eliu Luen, ancien responsable de projet du CIR au Vanuatu



©CIR/José Carlos Alexandre

Renforcer les capacités en matière de formulation et de mise en œuvre des politiques

L'un des avantages du fait que le CIR travaille dans le cadre des systèmes nationaux est qu'un grand nombre de personnes peuvent être dotées des compétences nécessaires pour bénéficier au maximum des échanges commerciaux. Le CIR met ainsi tout en œuvre pour que les femmes et les MPME puissent participer à des formations.



© Julian Sievers/Conseil National du Commerce, Suède



© CIR/Olivier Girard

Résultats clés

Plus de **14 000** fonctionnaires gouvernementaux (dont 43% de femmes) ont participé jusqu'à présent à des formations du CIR

On dénombre plus de 4 800 participants en 2019.

Plus de **13 000** représentants du secteur privé et de la société civile (dont 41% de femmes) ont participé jusqu'à présent à des formations du CIR

En 2019, quelque 1 500 personnes ont pu approfondir leurs compétences pour mieux participer aux programmes nationaux en matière de commerce.

Des cours de politique commerciale en Zambie pour préparer une nouvelle génération de spécialistes

Quelque 450 étudiants, dont presque 50% de femmes, ont suivi un cours élaboré par le CIR sur le commerce et le développement qui est désormais proposé par plusieurs universités en Zambie. De nouveaux établissements ayant rejoint le projet, 200 étudiants (dont 92 femmes) ont achevé le cours pendant l'année universitaire 2018/19. Cette formation a pour but de doter de jeunes Zambiens de précieuses compétences en matière commerciale en ce qui concerne les négociations, le droit de la concurrence et l'analyse des politiques.

La Direction générale suédoise du commerce extérieur est l'un des principaux partenaires, puisqu'elle a d'abord fourni des enseignants invités et s'occupe maintenant de former des enseignants sur place.

Plus de détails sont communiqués dans les Nouvelles du commerce pour le développement.



Témoignage

“Les diplômés d'université qui entraient sur le marché du travail avaient des lacunes. Nous voulons former des experts capables de rejoindre différentes organisations et dotés de solides connaissances sur la politique commerciale internationale.”

Lillian Bwalya, ancienne Directrice du commerce extérieur au Ministère du commerce et de l'industrie



© Cellule de l'OMC, Ministère du Commerce, Bangladesh

Formation au Bangladesh

Depuis 2016, plus de 1 500 personnes ont été formées dans des domaines liés au commerce grâce au soutien du CIR au Bangladesh. Les participants venaient d'organes gouvernementaux, du secteur privé, des milieux universitaires et d'ONG. Les formations ont couvert notamment les Accords de l'OMC, le commerce électronique et la sortie de la catégorie des PMA. En 2019, 568 personnes ont participé à 13 programmes de formation.

Accroissement des exportations et de l'accès aux marchés internationaux

Le CIR travaille avec les PMA pour qu'ils participent mieux à certaines chaînes de valeur et soient davantage reliés aux marchés. Cela consiste à rechercher des débouchés régionaux et internationaux, y compris en établissant des liens avec des acheteurs à l'occasion de foires commerciales; à proposer des formations pour améliorer les pratiques de production à différents niveaux de la chaîne de valeur; et à aider les MPME à se conformer aux normes d'exportation. Il s'agit également d'acheminer les produits jusqu'aux marchés grâce à des mesures de facilitation des échanges. Dans un souci d'équité, le CIR s'efforce d'inclure dans les projets une sensibilisation sur la problématique du genre et sur des questions environnementales. Bon nombre des interventions du CIR ont pour but de promouvoir la diffusion des technologies dans les PMA, de renforcer les compétences et de mobiliser davantage d'investissements des secteurs public et privé.



Plus d'**1,5 million** de tonnes métriques ont été produites grâce à des interventions du CIR

Dont 20 000 directement par des bénéficiaires du CIR et le reste avec un soutien accordé au niveau national pour les produits concernés.



Des exportations d'une valeur de plus d'**1,5 milliard** d'USD ont été soutenues par des interventions du CIR

Des exportations d'une valeur de 400 millions d'USD ont été directement facilitées par des projets du CIR, par exemple à travers des commandes faites pendant des foires commerciales, ou les exportations facilités par les projets du CIR, tandis que l'appui fourni par le CIR à des secteurs spécifiques a contribué à plus de 1 milliard d'USD d'exportations.



122 nouveaux marchés internationaux ont été pénétrés avec l'aide du CIR

Des entreprises, principalement des MPME, ont eu la possibilité d'accéder à de nouveaux marchés pour la première fois.



Commerce du karité en provenance du Burkina Faso

Le **Burkina Faso** a exporté en 2019 pour 44 millions d'USD de graines et autres produits du karité vers **neuf nouveaux marchés**. Ces exportations représentent l'aboutissement d'un projet récent axé sur la production, financé par la Banque africaine de développement et mis en œuvre par l'UNMO. À la clé: plus de 148 000 tonnes métriques de production et **6 000 nouveaux emplois**, dont 90% pour des femmes.

Les femmes zambiennes exportent vers de nouveaux marchés

En **Zambie** en 2019, huit femmes entrepreneurs, avec le soutien du Centre du commerce international (ITC), ont exporté pour plus de 130 000 d'USD de vêtements, de miel, de moringa et d'autres produits. Les destinations comprenaient dix nouveaux marchés, dont la Chine, les Fidji et le Royaume-Uni.

Les foires commerciales débouchent sur des ventes

1,6 million d'USD de nouvelles exportations ont eu lieu en 2019 suite à la participation des entreprises **éthiopiennes** à la foire commerciale d'aliments biologiques BIOFACH. Le soutien logistique du CIR a aidé à faciliter les connexions avec les acheteurs, en particulier pour les MPME. Les produits exportés incluent le café, le miel, les légumineuses, le teff et la cire.



Accroître la participation des PMA aux chaînes de valeur stratégiques

L'intégration des PMA dans les chaînes de valeur mondiales et régionales est l'un des principaux domaines d'intervention du CIR. Pour beaucoup de pays, la première étape consiste à produire des marchandises de qualité pour l'exportation, et c'est à cela qu'est destinée une part importante des investissements du CIR.

Résultats clés



Plus de 130 000 personnes (dont 80 000 femmes et 25 000 jeunes) ont pris part à des formations du CIR pour améliorer leur participation aux chaînes de valeur

Ces formations ont contribué à la création de valeur ajoutée dans les principaux secteurs d'exportation, permettant ainsi la pénétration de nouveaux marchés.



Plus de 10 000 MPME ont bénéficié à ce jour d'un soutien dans le cadre de projets du CIR

Les MPME sont des créateurs d'emplois essentiels et contribuent pour beaucoup aux nouvelles exportations des PMA.



Formation de récolteurs et de transformateurs de karité au Bénin

Le projet de développement du secteur du karité au Bénin vise à améliorer les performances des acteurs de la chaîne de valeur et à autonomiser les productrices. Il est cofinancé par le CIR, le gouvernement béninois, l'Alliance mondiale du karité et le secteur privé. Dans le cadre du projet, 15 coopératives comptant chacune en moyenne 1 800 membres ont été créées dans six zones du pays.

En 2019, 25 personnes ont pu acquérir des connaissances et des compétences en matière de formation dans le domaine de la production de karité. Elles ont à leur tour formé 300 groupes de récolteurs de noix, soit plus de 27 000 femmes. La formation a porté sur le fonctionnement des associations de producteurs de karité; la gestion des entrepôts, le développement de bonnes pratiques de production; et l'ajout de valeur par la transformation des noix en beurre de karité.

Au total, plus de 100 tonnes métriques de karité ont été récoltées en 2019.



Améliorer l'utilisation de la technologie

Les mutations numériques et technologiques en cours au niveau mondial offrent aux PMA des possibilités considérables pour surmonter les obstacles traditionnels au commerce. Cependant, à mesure que les économies avancées adoptent des technologies plus sophistiquées, on risque de voir se creuser le fossé numérique si les PMA ne sont pas correctement équipés pour exploiter les avantages offerts par la technologie. C'est pourquoi le CIR travaille avec les PMA pour favoriser l'adoption de nouvelles technologies, développer les compétences nécessaires à leur utilisation et créer des environnements propices à la croissance du commerce électronique.

Les investissements concernent de nouvelles machines pour les producteurs, des méthodes de transformation et de conditionnement plus efficaces et des intrants pour les cultures demandées par les principaux marchés. Les participants aux projets du CIR sont formés pour utiliser ces technologies, ce qui entraîne une augmentation de la productivité et une baisse des coûts commerciaux et, dans certains cas, permet de réduire l'impact sur l'environnement et de contribuer à la sécurité alimentaire.



© CIR/Fernando Castro

Résultats clés



Plus de 60 nouvelles technologies ont été adoptées dans le cadre de projets soutenus par le CIR

Au Bénin, des code-barres ont été créés pour 200 produits et sont maintenant utilisés par 69 entreprises pour des produits tels que l'ananas et la noix de cajou. Ces code-barres permettent de garantir la traçabilité des produits et contribuent à faciliter la pénétration de nouveaux marchés.



20 000 personnes (dont 5 000 femmes) ont adopté de nouvelles technologies grâce aux initiatives de renforcement des capacités du CIR

Plus de 3 000 d'entre elles utilisent aujourd'hui des mini-huileries de palme en RDC, et 300 femmes au Bénin se servent désormais d'outils de commercialisation en ligne.

Numérisation de l'écosystème de soutien aux entreprises au Bhoutan

Le projet d'infrastructure électronique pour le développement du commerce et des services financé par le CIR au Bhoutan vise à créer un écosystème dynamique et efficace des technologies de l'information et de la communication (TIC) pour le développement du commerce au Bhoutan en accélérant l'accès aux TIC pour des secteurs ciblés (biens et services), en améliorant la disponibilité des données, en facilitant le partage des informations et en augmentant les opportunités commerciales grâce à des plate-formes électroniques améliorées. Il s'agit de l'une des priorités définies dans l'EDIC de 2012 du Bhoutan.

Le projet consiste à créer une plate-forme d'échange de données et de renseignements entre les organismes gouvernementaux. Une analyse

des lacunes de plus de 150 services électroniques existants a été réalisée, et les organismes sont maintenant intégrés à l'aide d'une interface de programmation. À ce jour, 50 employés (dont 20 femmes) travaillant dans le domaine des TIC, tant dans le secteur public que le secteur privé, ont été formés au partage de données et à la gestion du changement.

Un portail en ligne pour l'investissement (<https://bhutan.eregulations.org/>) facilite l'accès aux prescriptions applicables aux investissements nationaux et étrangers. En outre, il est prévu de mettre un portail en ligne regroupant des données et des informations liées au commerce à l'intention des entreprises, des particuliers et des organismes gouvernementaux.



Agrotechnologie en Afrique de l'Est

En 2019, le CIR a financé une étude dirigée par l'Overseas Development Institute en collaboration avec la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) afin de mieux comprendre les applications potentielles de l'agrotechnologie dans la région. Environ 70% des travailleurs agricoles de la CAE sont des femmes, et beaucoup n'arrivent pas à gagner suffisamment pour vivre de leur travail. L'agrotechnologie peut accroître la productivité, favoriser l'ajout de valeur au niveau local et contribuer à l'intégration régionale, mais elle risque aussi de creuser encore les inégalités et de limiter les emplois disponibles pour les femmes et les jeunes. L'étude aidera les décideurs à élaborer des politiques équitables et permettra de faire en sorte que l'agrotechnologie soit utilisée pour créer des chaînes de valeur agricoles plus inclusives.



© CIR/Simon Hess



Mobiliser des investissements supplémentaires en faveur de la capacité de production

Le CIR sert à mobiliser des ressources aux fins de l'APC et, depuis peu, des investissements privés dans les PMA. La stratégie du Programme repose sur i) des travaux analytiques fondés sur des observations factuelles pour orienter l'investissement public; ii) le renforcement des institutions pour coordonner et mobiliser le soutien des partenaires de développement; et iii) l'investissement dans des projets de renforcement des capacités de production pour stimuler les investissements d'autres partenaires en vue de réaliser des projets d'envergure.

Lors de l'édition 2019 de l'Examen global de l'Aide pour le commerce, le CIR a lancé le Guide sur la mobilisation des ressources, qui vise à aider les gouvernements des PMA à trouver plus facilement des sources de financement supplémentaires. Le Guide propose des stratégies, des conseils et des exemples provenant de certains pays du CIR afin d'aider les PMA à mobiliser les fonds nécessaires à l'élaboration de programmes commerciaux propices à une croissance durable au profit des populations pauvres.



©Ansoumane Berete

Résultats clés



Depuis le début du CIR, les partenaires de développement

ont investi plus d'1,9 milliard d'USD dans plus de 200 projets liés aux matrices des actions des EDIC

Ces projets couvrent tous les domaines techniques de l'APC, y compris les infrastructures et le renforcement des capacités de production.



Depuis 2016, les gouvernements et les partenaires de développement

ont cofinancé 65 projets du CIR à hauteur de 36,5 millions d'USD

Utiliser l'EDIC pour mobiliser des ressources supplémentaires au Bangladesh

L'EDIC de 2016 a été un mécanisme important pour mobiliser des ressources au Bangladesh. Dans le cadre de ces efforts, deux projets en cours financés par la Banque mondiale s'attaquent aux principales contraintes liées à la facilitation des échanges et à la diversification des exportations, facteurs critiques dans un pays où les vêtements prêts à porter représentent plus de 80 % des exportations de marchandises.

Le projet de connectivité régionale du Bangladesh (148 millions d'USD), est axé sur l'amélioration de quatre ports terrestres clés qui relient le pays à l'Inde et au Bhoutan. En 2019, des progrès ont été réalisés en vue de finaliser les modalités et les dispositions légales régissant un système de guichet

unique national qui permettra aux commerçants de soumettre tous les renseignements par voie électronique. Le projet vise également à renforcer les compétences des femmes et à intégrer davantage de commerçantes dans les réseaux commerciaux officiels.

Le projet «Compétitivité des exportations au profit de l'emploi» (100 millions d'USD, 2017-2023) favorisera la diversification vers d'autres secteurs tels que les articles en cuir, les chaussures, les plastiques et l'industrie légère. Les interventions comprendront l'intégration de nouvelles technologies et la facilitation du respect des normes internationales environnementales, sociales et de qualité.

Témoignage

«Le gouvernement bangladais s'est mis en rapport avec la Banque mondiale pour mettre en œuvre les recommandations de l'EDIC. La Banque mondiale s'est alors proposée de soutenir le pays dans le déploiement de la Matrice des actions.»

Mahbubur Rahman Patwary, Directeur, Cellule OMC, Ministère du commerce, Bangladesh

Mobiliser des investissements privés en Guinée

En Guinée, le CIR finance un projet visant à renforcer l'Office national de contrôle de qualité afin d'améliorer la qualité des aliments. Cela doit permettre non seulement de libérer l'accès aux marchés internationaux régis par des normes de qualité plus strictes à l'importation, mais aussi d'améliorer la santé de la population locale. Le projet a contribué à faciliter un investissement de 4,5 millions d'USD dans un laboratoire de pointe capable d'effectuer des analyses biochimiques des aliments.



©Cellule de l'OMC, Ministère du Commerce, Bangladesh



2

Priorités transversales pour un commerce inclusif



Autonomisation économique des femmes



Les femmes continuent de se heurter à des obstacles qui limitent leur participation au commerce. Par conséquent, leur autonomisation économique est au cœur des activités du CIR. En donnant aux femmes entrepreneurs les moyens d'agir, le CIR renforce les capacités des communautés et contribue à établir les bases d'une croissance équitable, inclusive et durable. Le CIR promeut une approche inclusive de la problématique du genre dans la conception et mise en œuvre de la législation, des politiques et des projets liés au commerce, et chaque EDIC inclut une analyse de cette problématique.

En 2019, le CIR a lancé l'initiative «Rendre les femmes plus autonomes, dynamiser les échanges» pour conjuguer les efforts déployés aux niveaux mondial et national en vue d'améliorer la vie des femmes dans les PMA. Il collabore avec ses partenaires pour mettre en œuvre des projets visant à promouvoir des politiques liées au commerce favorables aux femmes et à accroître la capacité commerciale des femmes entrepreneurs et leur accès aux marchés internationaux. L'objectif est d'atteindre 50 000 femmes bénéficiaires.

En 2019, le CIR a continué de travailler avec des partenaires internationaux et nationaux clés pour promouvoir l'autonomisation économique des femmes: notamment avec l'ITC dans le cadre de l'initiative SheTrades et avec le Forum pour le développement des femmes en Asie du Sud.

DÉVELOPPER LES ENTREPRISES GRÂCE AU COMMERCE ÉLECTRONIQUE

Un projet mis en œuvre par la CESAP aide des **femmes entrepreneurs d'Asie du Sud** à se servir du commerce électronique pour développer leurs activités. En 2019, environ 150 femmes ont ainsi participé à une première série de formations nationales et à un dialogue public-privé sur le commerce électronique.



TROUVER DE NOUVEAUX MARCHÉS POUR LES PRODUITS MALAWIENS

Le Centre de l'investissement et du commerce du **Malawi** a collaboré avec des MPME à la recherche de nouveaux débouchés, notamment avec AFMAK, une entreprise qui s'associe à des agriculteurs pour exporter des produits vers l'Afrique du Sud, les Émirats arabes unis, la Tanzanie et le Zimbabwe. AFMAK emploie 35 femmes qui trient des produits agricoles et les conditionnent pour l'exportation.

STIMULER LA COMPÉTITIVITÉ DES EXPORTATIONS ET LA CRÉATION D'EMPLOIS

En **Gambie**, en 2019, 147 femmes ont participé à un programme de formation SheTrades financé par le CIR qui portait sur la compétitivité des exportations et les moyens de mieux participer à l'économie. Compte tenu de l'importance croissante du commerce électronique, plusieurs entreprises ont aussi été associées à d'autres projets mis en œuvre par l'ITC, notamment des formations sur les paiements en ligne et les réseaux sociaux. Dans le cadre d'un projet SheTrades similaire en **Zambie**, 34 nouveaux emplois (dont 24 sont occupés par des femmes) ont été créés grâce au développement des activités d'entreprises à l'international.



Commerce électronique

Ces dernières années, le CIR a intensifié ses travaux sur les technologies numériques et sur le développement de «compétences utiles pour l'avenir», qui resteront nécessaires à mesure que les économies continueront à évoluer. Il s'est également engagé à veiller à ce que les MPME, les femmes et les jeunes ne soient pas laissés pour compte dans ce processus. Ces travaux sont particulièrement importants si l'on considère que seulement 1% de l'ensemble de l'APC est alloué au domaine des TIC (selon la CNUCED).

Afin d'établir les bases de solutions efficaces, le CIR a travaillé avec la CNUCED pour évaluer l'état de préparation au commerce électronique dans les PMA. L'établissement d'études diagnostiques est la première étape pour que les PMA deviennent auteurs de leur propre révolution technologique, et permet de voir comment élaborer des cadres stratégiques qui mettent les politiques numériques en adéquation avec les politiques de développement.

Les évaluations de l'état de préparation au commerce électronique, effectuées grâce à l'expertise de la CNUCED, mettent en évidence les lacunes des réglementations existantes et montrent comment le commerce électronique peut contribuer au développement durable. Des recommandations sont formulées à l'intention des gouvernements des PMA, du secteur privé et des donateurs dans des domaines liés au commerce numérique, notamment en matière de réforme, de TIC et de logistique. À ce jour, le CIR a financé **neuf** évaluations de l'état de préparation au commerce électronique, dont trois ont été finalisées en 2019 (Kiribati, Lesotho et Tuvalu).



Au **Lesotho**, l'évaluation a permis d'identifier deux points essentiels à régler pour que le pays puisse tirer parti du commerce numérique: assurer un accès abordable à la connectivité et améliorer la législation. Seuls 37% des habitants du Lesotho ont un abonnement actif à des services à large bande mobiles, car les coûts sont prohibitifs. L'évaluation a également révélé un manque de confiance de la population dans le commerce électronique, auquel il serait possible de remédier en partie grâce à une meilleure législation en la matière.

Pour les **Tuvalu**, il est recommandé dans l'évaluation que le pays accorde une plus grande importance à l'économie numérique dans son programme de développement. Jusqu'à présent, le commerce électronique aux Tuvalu a été limité en grande partie par la situation géographique, l'archipel étant composé de neuf îles et atolls. En raison des coûts élevés, moins de 50% de la population a actuellement accès à internet, et le renforcement des compétences sera essentiel pour tirer parti du commerce numérique.

MISE À PROFIT DU TRAVAIL D'ANALYSE DU CIR POUR DÉVELOPPER LE COMMERCE ÉLECTRONIQUE AU CAMBODGE

La Stratégie d'intégration du commerce au Cambodge (CTIS) pour 2019-2023 est une EDIC entièrement dirigée par le pays qui s'articule autour de programmes politiques et commerciaux. Faisant fond sur l'évaluation de l'état de préparation au commerce électronique réalisée par la CNUCED en 2017, la CTIS couvre spécifiquement la facilitation des échanges, la logistique commerciale, le commerce électronique et l'industrie 4.0. Elle fournit également des données solides pour permettre aux pouvoirs publics de concevoir des mesures visant à encourager le commerce électronique.



Accélérer les échanges grâce au commerce électronique

Dans le cadre du soutien continu apporté par le CIR pour stimuler le commerce électronique et les échanges dans l'économie numérique, des projets sont menés au Bhoutan, au Cambodge (deux), au Myanmar, au Rwanda et au Sénégal, sur la base des priorités établies lors des évaluations de l'état de préparation au commerce électronique et des EDIC. Un projet régional, approuvé en 2019, est également en cours pour soutenir des MPME dirigées par des femmes en Asie du Sud. Le Népal a par ailleurs lancé une stratégie en matière de commerce électronique sur la base de l'évaluation de l'état de préparation au commerce électronique qui avait été financée par le CIR.

COMMERCE ÉLECTRONIQUE AU RWANDA

En mai 2019, le CIR a lancé un projet au Rwanda pour créer des conditions favorables au commerce électronique afin de contribuer à accroître la compétitivité sur les marchés internationaux. Le projet appuie l'amélioration du cadre réglementaire à la fois pour servir le marché local et pour permettre aux MPME de s'implanter à l'étranger. Il vise également à améliorer l'accès aux solutions et plate-formes internationales de paiement électronique et à renforcer les capacités des MPME pour qu'elles puissent bénéficier d'un cadre réglementaire amélioré. Le projet prévoit également le déploiement d'un effort concerté pour atteindre les MPME dans toutes les régions du pays.



Durabilité environnementale



Les PMA sont particulièrement vulnérables aux effets des changements climatiques et des catastrophes naturelles, ce qui explique pourquoi la durabilité environnementale constitue une priorité pour l'ensemble des partenaires du CIR.

Aux stades de la conception et de l'évaluation des projets, il est demandé d'indiquer la durabilité environnementale des interventions proposées. Le CIR veille à ce que toutes les stratégies liées au commerce intègrent des considérations relatives à l'environnement et incite les pays à utiliser des technologies plus efficaces. De nombreux projets du CIR sont également axés sur les effets positifs pour l'environnement.

STIMULER LA PRODUCTIVITÉ DES PETITS APICULTEURS EN ÉTHIOPIE

Ce projet, mené par le Centre international sur la physiologie et l'écologie des insectes, aide de petits apiculteurs à accroître leur productivité et leur compétitivité, et à augmenter ainsi leurs revenus tout en créant des emplois supplémentaires dans le secteur du miel. Ces objectifs sont atteints grâce à l'introduction de technologies innovantes, à la mise en conformité avec les exigences du marché et à la délivrance de certifications biologiques.

L'un des buts principaux du projet est d'améliorer la préservation des forêts. La démarche comprend une coordination sectorielle, pour mieux répondre aux besoins à long terme en la matière, la promotion

des services de pollinisation par les abeilles et leur intégration dans la production végétale et l'élevage à petite échelle. Les plantes mellifères utilisées ont une durée de vie de 70 ans, ce qui contribuera à assurer une alimentation naturelle à long terme pour les abeilles et une utilisation durable des terres. L'augmentation des ressources et de la diversité de la flore apicole contribue également à enrichir l'écosystème.

En 2019, quelque 315 000 plantes mellifères de 31 espèces différentes ont été plantées, avec un taux de survie de 89% en fin d'année. Au total 2 600 jeunes (dont 30% de femmes) ont été formés à l'apiculture et à l'entrepreneuriat en général. En outre, 150 personnes ont suivi une formation sur les produits de l'apiculture et sur les manipulations

après récolte. Les bénéficiaires du projet sont désormais à même de gérer leurs colonies d'abeilles, de reproduire davantage de reines, de multiplier les colonies, et d'obtenir ainsi des revenus supplémentaires.

Lors de la première année de fonctionnement, les bénéficiaires du projet ont produit 10,6 tonnes métriques de miel en 2019, pour une valeur de 55 000 d'USD, et 1,3 tonne métrique de cire d'abeille, pour une valeur de 11 500 d'USD. Un montant supplémentaire de 69 000 d'USD a été généré par des activités économiques secondaires (y compris la production végétale, le développement de la croissance des abeilles, la production de plantes mellifères et la transformation et la préparation de cire d'abeille raffinée).



©CIR/Fernando Castro



©CIR/Fernando Castro



Investissement



Il existe un lien étroit entre les échanges commerciaux et les flux d'investissement. Le CIR cherche donc non seulement à développer le commerce, mais aussi à accroître l'investissement dans les PMA pour favoriser un développement durable. Cela signifie qu'il collabore avec les PMA afin qu'ils adoptent les politiques et réglementations nécessaires en matière d'investissement pour créer un climat économique attrayant pour les investisseurs locaux, régionaux et internationaux.

L'IED est important pour les PMA, non seulement parce qu'il fournit des capitaux dont ces pays ont grand besoin, mais aussi parce qu'il donne accès à de nouvelles technologies, à des compétences de gestion et au financement intragroupe. D'après le Rapport sur l'investissement dans le monde de la CNUCED, en 2019 les flux d'IED à destination des PMA s'élevaient à 21 milliards d'USD, soit 1,4% de l'IED mondial. Le Plan stratégique du CIR pour 2019-2022 met davantage l'accent sur les moyens d'attirer les investissements privés et les financements mixtes. Pour ce faire, il convient de travailler avec les pays afin de garantir que l'investissement soit de plus en plus axé sur le commerce. Par exemple, le projet de soutien au reclassement du Vanuatu comprend un volet sur l'investissement.

Les organismes de promotion de l'investissement jouent un rôle clé dans ce contexte. Ils ont pour mission d'attirer les investisseurs étrangers et de gérer les relations avec eux, notamment en facilitant leur entrée et en leur fournissant des services de suivi. Ils peuvent également être utiles pour négocier des traités et des contrats d'investissement.

Toutefois, dans les PMA, ces organismes se heurtent à de nombreuses difficultés, notamment par manque d'ancrage institutionnel, de financement et de personnel qualifié. Le CIR a collaboré avec la WAIPA pour renforcer les capacités des organismes de promotion de l'investissement, des UNMO et des responsables gouvernementaux, ainsi que la coordination entre eux, afin d'attirer des investissements durables supplémentaires. Ce partenariat s'inscrit dans le cadre d'un effort global (auquel participent également le Bureau du Haut Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement, la CNUCED, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et l'Organisation internationale du Travail) pour atteindre l'ODD 17.5, lequel préconise l'adoption et la mise en œuvre de dispositifs visant à encourager l'investissement en faveur des PMA.

COLLABORER AVEC LES ORGANISMES DE PROMOTION DE L'INVESTISSEMENT

Un projet financé par le CIR et mis en œuvre par la WAIPA a été approuvé fin 2019, et les activités débuteront en 2020. En plus d'aider les organismes de promotion de l'investissement à améliorer la qualité de leurs services et à se conformer aux normes internationales, la WAIPA offrira aux PMA un cadre pour échanger des renseignements sur la meilleure façon d'attirer les investissements. Le projet renforcera également les capacités des UNMO s'agissant de coordonner avec les organismes de promotion de l'investissement et d'établir des partenariats pour mobiliser des investissements pour les secteurs commerciaux prioritaires.

«Je suis heureux que le CIR et la WAIPA lancent cette initiative pour attirer l'investissement en faveur des pays les plus pauvres du monde, dans un contexte économique où ils en ont particulièrement besoin. L'initiative s'adresse aux PMA qui «sortent» de cette catégorie, et qui doivent donc faire face à une baisse des financements à des conditions privilégiées; elle les aide à mobiliser des capitaux, à attirer des investissements dans les secteurs prioritaires du commerce et de la production et à stimuler la croissance.»

*Ratnakar Adhikari,
Directeur exécutif du SE*



Sortie de la catégorie des PMA



Trois éléments sont pris en compte pour évaluer l'état de préparation d'un pays à sa sortie de la catégorie des PMA, ou «reclassement»: le revenu national brut (RNB) par habitant, le capital humain et la vulnérabilité économique. Normalement, lorsqu'un PMA remplit les critères pour au moins deux des trois éléments, ou que son RNB par habitant est suffisamment élevé au cours de deux examens triennaux consécutifs du Comité des politiques de développement de l'ONU, on recommande un reclassement.

Depuis sa création, le CIR collabore avec les PMA pour les aider à sortir de cette catégorie. Il a notamment travaillé avec plusieurs pays qui ont été récemment reclassés: Cabo Verde (2007), Maldives (2011), Samoa (2014) et Guinée équatoriale (2017).

Le dernier examen triennal a eu lieu en 2018, et il a été recommandé que le Vanuatu et l'Angola sortent de la catégorie des PMA, respectivement en 2020 et 2021. D'autres pays devraient bientôt suivre, notamment le Bhoutan (2023), Sao Tomé-et-Principe (2024) et les îles Salomon (2024).

Les pays qui sont reclassés ne bénéficient plus de certaines mesures de soutien international liées à leur statut de PMA, notamment pour l'accès préférentiel aux marchés, la coopération pour le développement et le soutien à la participation aux travaux de l'ONU et d'autres organisations internationales. Afin de faciliter la transition, le CIR continue de soutenir les pays pendant cinq ans après leur reclassement. Cela est important, car leurs économies restent vulnérables et de fortes inégalités persistent. En outre, le CIR aide les

PMA à élaborer à l'avance des stratégies pour un reclassement sans heurts et durable. Il collabore également avec la WAIPA pour aider les PMA à attirer davantage d'IED, une ressource essentielle pour le développement économique lorsque l'aide publique au développement et les autres aides internationales sont progressivement réduites suite au reclassement.

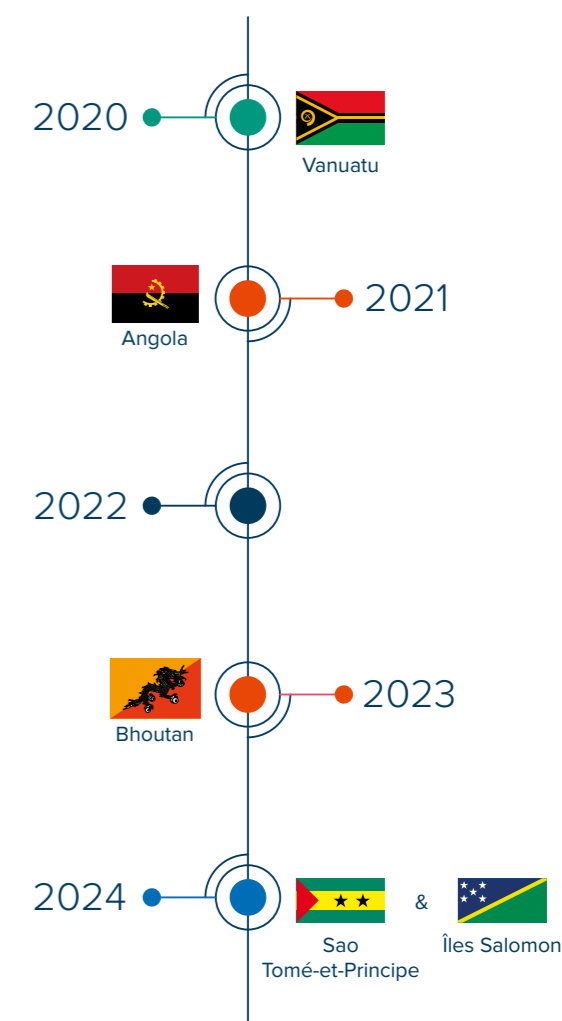
CONSÉQUENCES COMMERCIALES DE LA SORTIE DE LA CATÉGORIE DES PMA

En 2019, le CIR a lancé un projet mis en œuvre par l'OMC pour aider les PMA à sortir de cette catégorie dans de bonnes conditions, en réduisant l'incertitude et en les préparant au mieux aux conséquences commerciales du changement de statut. Un rapport principal comprendra des chapitres consacrés aux Accords de l'OMC, à l'accès aux marchés, aux répercussions sur la coopération pour le développement et aux différentes options qui s'offrent aux PMA sortants. Des rapports par pays, portant sur la situation spécifique de chacun, sont également en train d'être élaborés pour 12 pays. L'une des principales activités menées en 2019 a été un atelier régional tenu au Vanuatu à l'intention des PMA du Pacifique et organisé conjointement par l'OMC, le Bureau du Haut Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement, le Comité des politiques de développement de l'ONU et le Secrétariat du Forum des îles du Pacifique (FORSEC), avec le soutien du CIR. L'atelier a permis de discuter des difficultés particulières auxquelles sont confrontés les PMA du Pacifique, notamment l'isolement géographique, les coûts de transport élevés et la vulnérabilité aux changements climatiques.

SOUTENIR LA TRANSITION HARMONIEUSE DU VANUATU

Le Vanuatu est le prochain PMA qui devrait sortir de la catégorie (en décembre 2020). Pour assurer une transition harmonieuse, le CIR a lancé en 2019 un projet visant à recenser les secteurs qui seront les plus concernés et à proposer des stratégies pour remédier aux effets négatifs.

Prochains reclassements de PMA



Source: Département des affaires économiques et sociales des Nations unies



©CIR/José Carlos Alexandre



Pays fragiles et touchés par des conflits



Le CIR travaille avec de nombreux pays considérés comme fragiles et touchés par des conflits. Les avantages du commerce pour ces pays sont bien connus, mais la majeure partie de leurs revenus proviennent souvent de ressources naturelles spécifiques. Par exemple, au Soudan du Sud, le pétrole représente plus de 40% du produit intérieur brut. En raison des fortes fluctuations des prix des produits de base et des liens sociaux limités avec les secteurs des produits de base ou de l'extraction, comme celui du pétrole, la diversification des exportations est essentielle pour le développement durable des pays fragiles. Certains pays qui ont connu de longs conflits ont des difficultés à attirer l'investissement étranger nécessaire, qui les aiderait pourtant à sortir de leur isolement. D'autres pays du CIR, comme le Népal et le Vanuatu, sont très exposés aux catastrophes naturelles, qui entraînent une augmentation des importations et une diminution des exportations. Par exemple, après le passage du cyclone Pam au Vanuatu en 2015, les exportations agricoles ont chuté de 37%.

Conformément à son approche «Aucun PMA laissé pour compte», le CIR s'est engagé à travailler dans les PMA fragiles, partant du principe que le commerce peut accélérer le processus de redressement, soutenir des économies plus résilientes et contribuer à la prévention des conflits. Dans ces pays, le CIR met l'accent sur la capacité d'adaptation, en faisant appel à des partenaires clés sur le terrain, tels que le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), et le cas échéant en privilégiant la réalisation d'objectifs à court terme sans perdre de vue des objectifs à plus long terme atteignables dans un avenir plus stable. Les travaux du CIR dans les pays fragiles sont également axés sur l'autonomisation des femmes et des jeunes. Des recherches ont en effet montré que lorsque les femmes participent aux processus de paix, les chances de parvenir à une paix durable sont plus grandes.



©CIR/Deanna Ramsay

TRAVAILLER DANS UN CONTEXTE FRAGILE: LE CAS DE LA RDC

LA RDC, bien qu'extrêmement riche en ressources naturelles, est un pays fragile en proie à des conflits permanents. Néanmoins, le CIR a pu continuer à assurer des moyens de subsistance et à promouvoir la paix. Le soutien institutionnel et stratégique du CIR s'inscrit désormais dans une logique de durabilité, et une nouvelle EDIC a été validée en 2019. La Mise à jour de l'EDIC a été élaborée par une équipe de consultants nationaux et internationaux puis déployée par l'intermédiaire de la CNUCED, organisation partenaire du CIR. Elle traite d'une grande variété de sujets essentiels à l'amélioration de l'environnement commercial en RDC, notamment la facilitation des échanges, les douanes, le transit et la logistique. Elle porte également sur des secteurs clés spécifiques, notamment la sylviculture, les industries extractives et le tourisme.

L'UNMO s'est efforcée de mettre en évidence l'importance du commerce dans les politiques et stratégies du gouvernement et de renforcer la participation de la RDC au commerce régional et mondial. Elle a contribué à l'incorporation du commerce dans le PND et participe aux réunions du Comité interministériel sur l'intégration régionale. Le commerce figure dans la stratégie agro-industrielle et dans une stratégie spécifique visant à relancer la filière du café.



Le commerce au service de la paix au Soudan du Sud

Dans le cadre du soutien apporté par le CIR au Soudan du Sud, un document d'orientation a été élaboré en 2019 par l'intermédiaire du PNUD, partenaire dans le pays. Il explique comment le commerce peut améliorer la résilience et la prospérité, notamment par une plus grande intégration régionale avec la Communauté de l'Afrique de l'Est, par l'accession à l'OMC et par la diversification économique, un élément crucial puisque le Soudan du Sud est trop dépendant des exportations de pétrole. Ce document d'orientation souligne également que même si le commerce ouvre des perspectives économiques, il faut veiller à l'intégration des femmes, des jeunes et des autres groupes vulnérables. Enfin, il indique que l'agriculture doit devenir le point central du développement du commerce, car 70 à 80% des terres pourraient être exploitées.

Pour instaurer une paix durable, il faut aussi promouvoir les interdépendances économiques entre communautés, souvent au moyen du commerce international. C'est pourquoi le CIR, en collaboration avec ses partenaires, a participé à la création de plusieurs marchés transfrontières au Rwanda, afin de rendre le commerce plus efficace et plus sûr. Environ 70% des négociants concernés sont des femmes et la plupart des échanges se font avec la RDC. Par le passé, en raison des conflits et de la faiblesse des infrastructures, ces communautés n'avaient pas établi de rapports de confiance, mais grâce au soutien du CIR, il existe à présent des marchés plus sécurisés, avec de meilleures infrastructures, qui offrent aux Rwandaises et aux Congolaises un espace sûr pour des échanges commerciaux.



©CIR/Olivier Girard



A woman in traditional attire, including a purple headscarf and a vibrant pink and yellow patterned dress, is shown working in a field. She is carrying a large, woven basket on her head and is reaching up to touch the leaves of a tree. The background is a clear blue sky with some clouds. The overall scene is bright and sunny.

3

Points forts du programme



Suivi, évaluation et apprentissage



Le CIR s'attache à mettre en place un système de SEA efficace et souple permettant de définir clairement des résultats, d'intégrer l'apprentissage et de renforcer la confiance dans les systèmes de suivi, à chaque niveau de la chaîne de résultats. En 2019, l'accent a été mis d'une part sur le renforcement des capacités de SEA dans les pays, et d'autre part sur la consolidation du dispositif du Programme du CIR dans des domaines tels que les méthodes d'évaluation, la gestion des risques et l'optimisation des ressources.

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DANS LES PAYS

Sur la base de l'évaluation rapide de notre système de SEA en 2018, nous avons établi un programme de formation ciblé à l'intention des UNMO et des Principales entités de mise en œuvre (PEMO) pour les projets mis en œuvre par le CIR. Étaient prévues des formations et une participation dans le cadre de trois ateliers régionaux de renforcement des capacités; l'élaboration et le déploiement de modèles de rapport révisés avec des outils de collecte de données SEA; et le renforcement des activités de suivi et d'établissement de rapports sur les projets grâce à la mise en place d'un modèle de planification spécifique pour le suivi et l'évaluation (S&E).



©CIR/Simon Hess

Témoignage

“Travailler avec les collègues du Secrétariat exécutif m'a permis de renforcer mes compétences en matière de S&E et, plus généralement, en matière de gestion de projets. Je peux désormais contribuer davantage à la mise en œuvre de solutions aux défis du développement.”

Brenda Kabasinguzi, fonctionnaire chargée des questions commerciales, Ministère du commerce, de l'industrie et des coopératives, Ouganda



©Brenda Kabasinguzi

À retenir pour le renforcement des pays



Les ateliers régionaux ont permis à plus de 100 participants venus de 45 pays d'améliorer leurs compétences dans des domaines techniques liés au CIR, tels que les principes d'optimisation des ressources, l'évaluation et la gestion des risques, le nouveau Plan stratégique, le renforcement de la gestion fiduciaire et la communication des résultats. Les sessions SEA ont été jugées très utiles et prioritaires pour les futures formations.



La **communication axée sur les résultats** a été améliorée suite à une révision des modèles de rapports narratifs pour les projets du CIR. La version révisée fait une place plus large aux enseignements tirés des projets, au suivi de la mise en œuvre des évaluations précédentes, aux données qualitatives concernant par exemple la participation à des foires commerciales et les résultats des formations et ateliers, et à une évaluation plus dynamique des risques liés aux projets.



Une nouvelle série de webinaires pour la formation à distance a été lancée. Les deux premiers webinaires ont été organisés à la fin de 2019. Cette initiative vise à promouvoir la formation continue en matière de SEA et à soutenir les opérations dans les pays du CIR.



Un programme interne de mentorat pour le renforcement des capacités du personnel des UNMO chargé des systèmes SEA a été mis au point. En 2019, une fonctionnaire d'une UNMO a ainsi passé six mois au SE dans le cadre du Programme de formation des Pays-Bas de l'OMC. Grâce aux enseignements tirés de l'expérience de Mme Kabasinguzi, ainsi qu'à la contribution et à l'assurance qualité fournies par le Groupe de travail sur le S&E, **un programme élargi** pourra être lancé en 2020.



COLLABORER POUR RENFORCER LES SYSTÈMES DE SEA

En 2019, le renforcement du dispositif de SEA était un axe majeur du le Programme du CIR. Le Conseil du CIR a créé un groupe de travail sur le S&E pour superviser ce processus. Lors de réunions mensuelles, le Groupe de travail a joué un rôle déterminant pour examiner et garantir la qualité des nouveaux outils et modèles, et fournir des conseils sur des éléments clés – notamment le programme de mentorat pour les UNMO, le processus d'évaluation et l'engagement. Il a été un véritable moteur pour soutenir le renforcement continu du S&E au sein du CIR, et garantir l'engagement constant de l'ensemble des partenaires dans le processus. L'Agence suédoise de coopération internationale au développement a continué à soutenir le CIR en fournissant une expertise pour la mise en œuvre des recommandations issues de l'évaluation rapide des systèmes de S&E du CIR en 2018.

Nous avons amélioré le suivi des résultats au niveau du programme, notamment par un contrôle accru des risques et des résultats. Les travaux sur le Système de gestion de l'information (SGI) du CIR se poursuivent pour en faire un outil essentiel permettant de garantir des processus efficaces et une gestion axée sur les résultats.



En 2019, le CIR a suivi plus de **100 projets** dans **47 pays** avec le soutien de 5 coordonnateurs du SE et de 3 gestionnaires de portefeuille de projets régionaux relevant du GFAS.

Témoignage

«Il est essentiel de disposer de solides systèmes de suivi, évaluation et apprentissage pour des programmes complexes tels que celui du CIR. L'année 2019 a été cruciale s'agissant de mobiliser le partenariat pour promouvoir un apprentissage efficace et une gestion axée sur les résultats.»

Édouard Jay, Président du Groupe de travail sur le S&E du CIR, Suisse



©Édouard Jay



PRIORITÉ AU VOLET « APPRENTISSAGE » DU SEA

Dans le cadre du Plan stratégique du CIR pour 2019-2022, nous nous sommes engagés à améliorer notre dispositif de SEA, et en particulier les boucles d'apprentissage et de rétroaction, afin de renforcer l'efficacité du CIR.

L'évaluation des projets a toujours fait partie intégrante du cycle de projets du CIR. Elle permet de tirer des enseignements aux différents stades qui serviront pour les projets futurs. Tous les projets d'un budget supérieur à 500 000 d'USD font l'objet d'évaluations externes indépendantes à mi-parcours et finales.

Il est important de noter que les domaines clés pour le renforcement des évaluations de projets du CIR ont été déterminés au moyen d'une méta-évaluation des projets du CIR et qu'ils serviront de base pour la révision des lignes directrices du CIR en vue de l'évaluation des projets en 2020. La méta-évaluation avait pour but d'évaluer la qualité des évaluations de projets et leur utilisation pour l'apprentissage continu et de tirer des enseignements sur les résultats globaux des projets du CIR. Il a été jugé que les évaluations étaient de qualité moyenne, cependant, il ressort de la méta-évaluation que la qualité globale s'est améliorée au fil du temps, un signe encourageant qui montre que les réformes en cours ont déjà porté des fruits.



GESTION DES RISQUES

Les systèmes de gestion des risques sont un élément clé pour garantir la prévisibilité des résultats et l'optimisation des ressources. La gestion des risques se fait à la fois au niveau du Programme et au niveau des projets.

Gestion des risques au niveau du Programme du CIR

L'organe directeur du CIR, le Conseil du CIR, surveille les risques au niveau du Programme, grâce à des bilans effectués lors

de ses réunions semestrielles et à des rapports périodiques établis par le SE et le GFAS sur la base d'outils et procédures de suivi et de gestion des risques opérationnels. Ces mesures sont guidées par la matrice des risques du Programme, qui décrit les différentes catégories de risques: risque de réputation, risque politique, risques fiduciaires et financiers, risques liés aux politiques, risque opérationnel et risque global. Les rapports au Conseil du CIR reposent sur un registre du niveau de risque et une matrice des menaces. Le registre détermine le niveau de chaque risque dans la matrice des risques du Programme du CIR, tandis que la matrice des menaces détermine le niveau de risque relatif (élevé, moyen ou faible) pour les opérations du CIR dans chaque pays. Des mesures d'atténuation sont adoptées au cas par cas et de manière ponctuelle dans ces pays grâce aux interactions régulières avec le SE et le GFAS.

En 2019, le risque global pour le Programme était considéré comme faible. Toutefois, pour quatre pays (Afghanistan, Somalie, Soudan du Sud et Yémen), le risque était élevé du fait des conflits et de l'instabilité politique, qui ont entravé la mise en œuvre des projets. Face à cette situation, le CIR a travaillé par l'intermédiaire d'organisations partenaires présentes sur place et a mis des projets en attente là où il n'était pas possible de les poursuivre.

Le SE a collaboré avec des partenaires clés pour promouvoir l'utilisation des systèmes de gestion des risques en tant qu'outil stratégique pour le CIR. Cette collaboration se poursuivra en 2020.



©CIR/Olivier Girard

Gestion des risques au niveau des projets

La gestion des risques au niveau des projets repose à la fois sur les équipes dans les pays et les équipes de projet, et sur la supervision du portefeuille par les coordonnateurs du SE et les gestionnaires relevant du GFAS.

Les Arrangements nationaux de mise en œuvre et les PEMO sont en charge du suivi et de la gestion des risques dans chaque pays. Le CDN et les comités directeurs de projets surveillent la mise en œuvre et peuvent intervenir en cas d'escalade de risques élevés et récurrents, lorsque cela est jugé nécessaire pour une atténuation efficace.

Tous les six mois, les PEMO présentent des rapports descriptifs pour chaque projet. Ces rapports comprennent une section sur la notification des nouveaux risques et mesures d'atténuation, ainsi qu'une mise à jour de la matrice des risques pour le projet. L'objectif est de favoriser une gestion dynamique en suscitant une réflexion sur les risques émergents, pour des mesures d'atténuation concrètes.

Un programme de formation sera déployé en 2020 sur la gestion des risques tant au stade de l'élaboration des projets qu'à celui de leur mise en œuvre.



©CIR/Apurva Mudliar

OPTIMISATION DES RESSOURCES

La mise en œuvre de la Matrice des actions pour l'optimisation des ressources (adoptée par le Conseil du CIR en juin 2018) s'est accélérée en 2019. Une formation a été dispensée à cet égard lors des ateliers régionaux, et les modèles révisés de rapport de projet incluent désormais les mesures d'optimisation des ressources. La matrice des actions mesure les progrès accomplis au moyen de quatre indicateurs: 1) économie; 2) efficacité; 3) efficacité; et 4) équité.

À retenir du VfM



Réduction de 250% du temps nécessaire pour évaluer et soumettre les projets au Conseil du CIR au cours des deux dernières années: le délai moyen nécessaire au SE et au GFAS pour traiter les projets de catégorie 2 après la présentation finale a été ramené de 2 mois et demi en moyenne en 2017 à 26 jours à la fin de 2019.



100% des projets approuvés depuis juin 2019 font l'objet d'une budgétisation par activité, ce qui permet un suivi des coûts en temps réel et contribue globalement à plus d'efficacité et de transparence.

Mobilisation de ressources, partenariats et communication au service des résultats



En 2019, le CIR a célébré 10 années d'actions visant à promouvoir le commerce et à améliorer les conditions de vies dans les PMA. Grâce à la confiance sans faille des donateurs, le financement du Programme a connu une croissance significative. L'Allemagne, l'Australie, le Danemark, la Finlande, le Japon et la Suède ont fourni en 2019 près de 14 millions d'USD de contributions, ce qui porte le total des engagements à 136 millions d'USD pour la phase actuelle des travaux du CIR (2016-2024).

Si le CIR peut concrétiser sa vision et remplir sa mission, c'est grâce aux investissements continus et à long terme de ses partenaires. En 2019, le Programme a renforcé ses liens avec les PMA, les donateurs, les organisations du CIR et des partenaires stratégiques, notamment la Société internationale islamique de financement du commerce (ITFC), le Secrétariat du Commonwealth et le FORSEC.

D'Addis-Abeba en Éthiopie à Luang Prabang en RDP lao, les activités de communication du CIR en 2019 ont rassemblé: elles ont permis aux participants de raconter leur histoire, de partager leurs expériences et d'en apprendre davantage sur l'évolution du commerce dans les PMA. Aussi bien en face à face que par voie numérique, des personnes de tous horizons ont uni leurs forces et collaboré pour donner plus de visibilité aux PMA et promouvoir un développement du commerce plus inclusif. Cette collaboration a associé des gouvernements de PMA, des partenaires du CIR, des spécialistes du commerce, des représentants des pays donateurs et des négociants du monde entier.

En 2019, les activités de communication du CIR ont été axées sur des messages reposant sur des données solides, publiés au moyen de la plate-forme Nouvelles du commerce pour le développement, et diffusés par voie numérique, y compris sur les réseaux sociaux, et lors de certains événements internationaux.

À retenir pour 2019



14 millions d'USD de contributions fournies au CIR par l'Allemagne, l'Australie, le Danemark, la Finlande, le Japon et la Suède.



1 Guide sur la mobilisation des ressources distribué à tous les partenaires du CIR et accessible au public.



5 tribunes libres publiées dans de grands médias, pour plus de **5 millions de lecteurs potentiels**.



47 articles d'experts diffusés par la plate-forme Nouvelles du commerce pour le développement.



32 777 nouveaux utilisateurs sur le site du CIR, soit une **augmentation de 26%** par rapport à 2018.



7 bulletins d'information et 16 communiqués de presse envoyés à une liste de **plus de 2 400 abonnés**.



493 photos de 7 pays partagées en ligne.





COLLABORATION AVEC LES DONATEURS ET MOBILISATION DE RESSOURCES AU NIVEAU NATIONAL

Le CIR a consolidé sa collaboration avec les donateurs en contribuant à mettre en place des dialogues sur l'APC et les investissements pour le commerce des PMA dans le cadre de grands forums. Il a fait mieux connaître l'APC en Australie et a intensifié son engagement en participant en février 2019 à l'atelier "Aide pour le commerce inclusif" organisé par le Département australien des affaires étrangères et du commerce. Le CIR a renforcé sa collaboration avec l'Union européenne (UE) en organisant une première interaction avec

le Parlement européen, plus particulièrement avec la Commission du commerce international et la Commission du développement. Les parlementaires ont manifesté un vif intérêt, en particulier quant à la contribution du CIR à la stratégie de l'UE en matière d'APC et au rôle du CIR pour la coordination des donateurs dans les PMA, où de nombreuses délégations de l'UE sont actives.

Chaque dollar investi par le CIR dans les capacités de production des PMA depuis 2016 s'est traduit par 0,56 d'USD de ressources additionnelles provenant des gouvernements des PMA et des partenaires de développement au titre de financements parallèles. Entre 2016 et 2019, le CIR a engagé un montant de 67,8 millions d'USD pour le financement de nouveaux projets et a mobilisé un montant additionnel de 37,6 millions d'USD auprès des gouvernements, des partenaires de développement, des donateurs bilatéraux et du secteur privé. Pour appuyer ces efforts, le CIR a élaboré le Guide sur la mobilisation des ressources à l'intention des ministères du commerce et des partenaires nationaux. Ce guide a été publié à l'occasion de l'Examen global de l'Aide pour le commerce en juillet 2019 puis diffusé dans les pays du CIR pendant le reste de l'année.

PARTENARIATS POUR LES PMA

Les partenaires du CIR continuent d'apporter un soutien important aux initiatives mondiales et régionales et aux projets menés par les pays. Le CIR a établi avec le gouvernement du Luxembourg et l'ITFC des partenariats stratégiques qui ont permis de cofinancer à hauteur de 3,6 millions d'USD des activités du CIR au Burkina Faso, aux Comores, en Guinée et en Gambie. Le CIR s'est également associé au FORSEC pour organiser le premier atelier régional sur les infrastructures de qualité dans le Pacifique, à Nadi

(Fidji) du 2 au 6 septembre 2019. Cet atelier a réuni plus de 80 parties prenantes clés provenant de gouvernements, du secteur privé, d'organisations internationales et régionales et de partenaires financiers afin de susciter un consensus régional et d'établir une feuille de route.

NOUVELLES DU COMMERCE POUR LE DÉVELOPPEMENT

La plate-forme Nouvelles du commerce pour le développement du CIR, qui en est à sa deuxième année, compte 80 articles traitant de sujets aussi variés que la mise en place de la Zone de libre-échange continentale africaine, les travaux accomplis auprès des États fragiles ou les négociations sur les subventions à la pêche à l'OMC.

Les articles publiés en 2019 – sur le tourisme dans les îles Salomon, la production de soja au Togo, les enchères de pommes de terre au Bhoutan ou encore le commerce transfrontières au Rwanda – ont comblé une grande lacune dans les discussions commerciales en mettant à l'honneur des expériences des PMA.



Expériences en matière de commerce



80 articles publiés.



Article le plus lu en 2019: «**Importance du commerce pour la diversification économique**», par Paul Brenton, Ian Gillson et Pierre Sauvé (Banque mondiale).



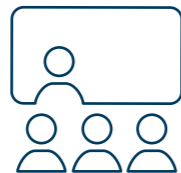
1 reportage photos, 12 questions-réponses, 18 récits d'expériences en matière de commerce dans les PMA, 30 nouvelles.



Entre juillet et décembre, plus de 28 000 visiteurs sur la plate-forme Nouvelles du commerce pour le développement.



Événements



Ateliers régionaux: De Kampala (Ouganda) à Cotonou (Bénin) en passant par Luang Prabang (RDP lao)



Lors des 3 ateliers régionaux du CIR, plus de 100 participants venus de 45 pays ont assisté à des séances plénières sur la communication au service des résultats, la présentation des activités de communication et les récits d'expériences pertinentes en matière de commerce. Trente-huit (38) personnes venues de 28 pays ont participé à des séances pratiques en groupes portant notamment sur l'élaboration de messages, l'utilisation des canaux de communication, les techniques d'entretien et la planification des activités de communication pour les projets du CIR.



Examen global de l'Aide pour le commerce



Pour en savoir plus, consultez notre article sur la plate-forme Nouvelles du commerce pour le développement

La participation du CIR à l'Examen global de l'Aide pour le commerce en 2019 a permis de mettre en évidence les résultats obtenus dans le cadre du Programme en matière de développement du commerce et de moyens de subsistance dans les PMA. En prévision de cette grande manifestation, 21 articles d'experts consacrés à l'APC dans toute sa complexité ont été publiés sur la plate-forme Nouvelles du commerce pour le développement.

La principale activité organisée par le CIR, une séance intitulée «Résultats et perspectives», a attiré quelque 200 participants et présenté des engagements politiques de haut niveau concrétisés par des promesses de financement émanant de 6 pays. La manifestation parallèle «Diversifier les exportations dans les PMA fragiles» a donné lieu à une discussion importante sur les défis liés au commerce auxquels sont confrontés les PMA fragiles et touchés par des conflits.



Forum mondial pour le développement des exportations (WEDF)



Le WEDF s'est tenu à Addis-Abeba (Éthiopie) les 21 et 22 novembre 2019, en marge de la Semaine de l'industrialisation de l'Afrique, et était organisé conjointement par l'ITC, le gouvernement éthiopien et la Commission de l'Union africaine.

Le CIR a participé à une série d'événements et de manifestations parallèles, y compris un atelier pour les médias de toute l'Afrique, des réunions interentreprises et une zone médiatique pour la jeunesse créée comme un espace de dialogue par les jeunes Africains et pour eux. Le CIR avait parrainé cinq journalistes et deux entrepreneurs venus de PMA pour qu'ils assistent au WEDF. Une série d'articles sur des thématiques pertinentes a été publiée sur la plate-forme Nouvelles du commerce pour le développement, et une campagne sur les réseaux sociaux a été lancée pour diffuser ces articles et faire entendre la voix des participants.



- À retenir des événements - organisés en 2019



Plus de **100 personnes** venues de **45 pays** ont participé aux sessions sur la communication au service des résultats dans le cadre des ateliers régionaux du CIR.

Plus de **200 personnes** ont participé à la principale activité organisée par le CIR dans le cadre de l'Examen global.



21 articles sur l'APC ont été publiés avant, pendant et après l'Examen global de l'Aide pour le commerce.

2 tribunes libres et **2 articles** ont été publiés à cette occasion dans de grands médias, pour plus de **3,5 millions de lecteurs potentiels**.

5 journalistes et **2 entrepreneurs** venus de PMA et parrainés par le CIR ont participé à des ateliers et des réunions interentreprises lors du WEDF à Addis-Abeba. **Plus de 25 journalistes ont pris part à des discussions** sur les questions relatives aux PMA et établi des liens concernant les activités commerciales.



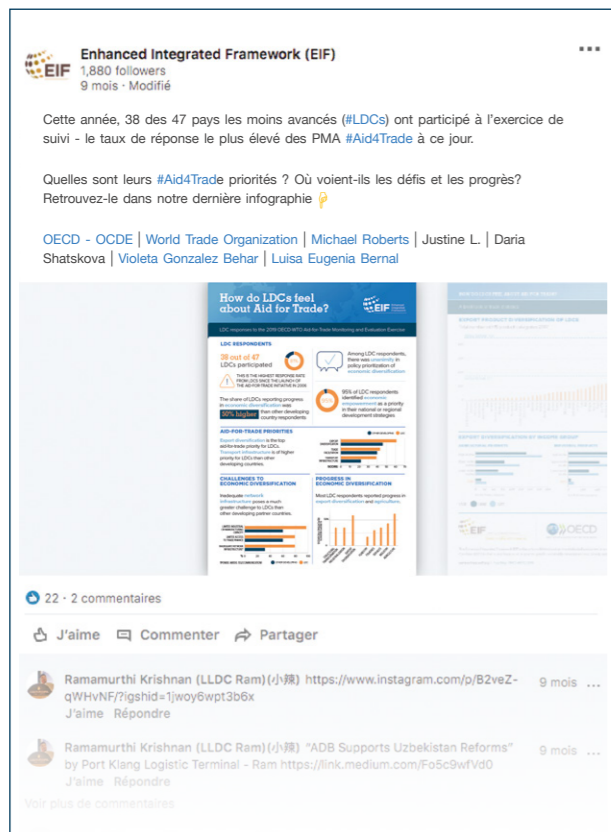


Réseaux sociaux



Une nouvelle stratégie pour le CIR sur les réseaux sociaux a été mise en place en 2019, axée sur le partage de faits et de chiffres concernant le commerce des PMA et sur les articles rédigés par des experts pour la plate-forme Nouvelles du commerce pour le développement. Divers contenus ont été produits, notamment de courtes vidéos, des infographies, des GIF et des fiches. Ces contenus avaient tous pour but d'informer et de sensibiliser, et ils ont contribué à susciter une forte mobilisation et à attirer de nouveaux abonnés.

Les principaux comptes du CIR sur les réseaux sociaux, à savoir Twitter, Facebook et LinkedIn, ont enregistré une augmentation du nombre d'abonnés et le niveau d'engagement est resté élevé. Le nombre d'abonnés a ainsi augmenté de 28% pour le compte Twitter et de 49% pour la page Facebook.



— Zoom sur les réseaux sociaux —

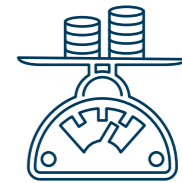


Presque 3 fois plus d'abonnés à la page LinkedIn.



1 million d'impressions sur Twitter.

Mise à jour au niveau fiduciaire



CADRE JURIDIQUE

Les principaux documents juridiques du CIR demeurent i) les dispositions types relatives à la phase deux et ii) le document-cadre du Programme, tous deux approuvés par le Conseil du CIR en 2016. Les dispositions types fixent les conditions applicables à tous les accords de contribution signés avec des donateurs et les obligations du GFAS en matière de responsabilité et de présentation de rapports. Le document-cadre décrit les principaux résultats escomptés de la phase deux du CIR.

En décembre 2019, le Conseil du CIR a approuvé une prolongation de la phase deux du CIR, de décembre 2022 à décembre 2024. Tous les projets devront toutefois être achevés d'ici juin 2023, et le temps restant sera consacré à la clôture effective de la phase.

GESTION FINANCIÈRE ET FIDUCIAIRE

Engagements des donateurs et contributions reçues pour la phase deux

Pour la période comprise entre la conférence d'annonce de contributions du CIR organisée en novembre 2015 et le 31 décembre 2019, le montant indicatif des engagements des donateurs pour la phase deux s'élève à 136,74 millions d'USD (y compris les intérêts et le solde de la phase un), dont 108,59 millions ont été reçus à ce jour. Le tableau 1 présente en détail les engagements et les fonds reçus des donateurs pour la phase un et la phase deux. Le tableau 2 présente en détail les engagements et les fonds reçus pour la phase deux. Les fonds déposés au FASCIR avant la fin 2019 représentent 79,42% du montant total des engagements figurant dans les accords de contribution signés.

	Pour la période considérée (2019) (Millions d'USD)		
	Phase un	Phase deux	Sous-total
Fonds commun CI-PNUD et compte d'ordre du PNUD pour le CIR	33,47	-	33,47
Contributions des donateurs du CIR	165,77	96,49	262,26
Solde de la phase un	(10,07)	10,07	-
Sous-total	189,17	106,56	295,73
Intérêts	6,70	2,03	8,73
Total général	195,87	108,59	304,46

TABLEAU 2. DÉTAIL DES CONTRIBUTIONS DES DONATEURS POUR LA PHASE DEUX DU CIR
(au 31 décembre 2019, en USD)

Donateur du CIR	Engagements	Fonds reçus
Allemagne	7'395'024	5'961'727
Arabie saoudite, Royaume d'	4'000'000	1'500'000
Australie	3'948'121	2'934'056
Commission européenne	11'510'099	10'341'882
Corée, République de	1'000'000	1'000'000
Danemark	12'009'574	12'009'574
Estonie	83'911	83'911
Finlande	9'975'851	9'975'851
France	4'025'047	3'429'378
Japon	116'071	116'071
Luxembourg	5'106'785	5'106'785
Norvège	17'591'861	14'073'488
Pays-Bas	472'255	472'255
Royaume-Uni	29'256'188	16'722'131
Suède	16'148'221	10'765'480
Suisse	2'000'000	2'000'000
Total	124'639'008	96'492'589
Intérêts des placements du CIR – allocation par l'UNOPS	2'026'697	2'026'697
Intérêts des placements du CIR – remboursement par les PEMO	632	632
Transfert du solde de la phase un à la phase deux	10'069'197	10'069'197
Total des intérêts et du transfert du solde de la phase un	12'096'526	12'096'526
Total général	136'735'531	108'589'115

Fonds alloués à la phase deux du CIR et projets approuvés

Au 31 décembre 2019, les fonds alloués aux activités de la phase deux du CIR s'élevaient à 93,71 millions d'USD, dont 67 millions d'USD pour les projets et 25,92 millions d'USD pour les activités globales du CIR, le SE et le GFAS. Le montant total des fonds alloués à la mise en œuvre des projets dans les PMA jusqu'au 31 décembre 2019 est de 55,68 millions d'USD (59,41% du montant total des fonds alloués aux projets), alors que la part des organisations du CIR allouée à la mise en œuvre est de 7,09 millions d'USD (17,57%). Les 5,01 millions

d'USD (5,35%) restants représentent les fonds alloués par plusieurs autres organismes, dont des ONG et des organisations internationales. En 2019, au total 35 projets ont été approuvés, pour un montant de 17,07 millions d'USD, ce qui représente une augmentation de 17% par rapport à 2018. Le tableau 3 présente en détail les projets approuvés, par type et par PEMO.

TABLEAU 3. FONDS ALLOUÉS AUX ACTIVITÉS DU CIR
(au 31 décembre 2019, en USD)

Catégorie	Type de projet	Phase un du CIR	Phase deux du CIR	Total général
Mise en œuvre par les PMA	Catégorie 1	45'261'950	19'190'823	64'452'773
	Catégorie 2	51'372'358	28'988'618	80'360'976
	Combiné	-	7'498'900	7'498'900
Total mise en œuvre par les PMA		96'634'308	55'678'341	152'312'649
Autre mise en œuvre	Catégorie 1	160'000	-	160'000
	Catégorie 2	11'163'879	1'630'402	12'794'281
	Régional	-	3'384'766	3'384'766
Total autre mise en œuvre		11'323'879	5'015'168	16'339'047
Mise en œuvre par des organisations	Catégorie 1	15'176'863	4'359'457	19'536'320
	Catégorie 2	18'806'525	1'480'988	20'287'513
	Régional	-	1'252'014	1'252'014
Total mise en œuvre par des organisations		33'983'388	7'092'459	41'075'847
Activités globales du CIR	Mondial	5'323'367	3'068'031	8'391'398
Total activités globales du CIR		5'323'367	3'068'031	8'391'398
SE	Coopération technique administrative et fonctionnelle/appui au programme	26'500'110	16'240'863	42'740'973
Total SE		26'500'110	16,240,863	42,740,973
GFAS	Administratif	20'532'398	6'618'174	27'150'572
Total GFAS		20'532'398	6'618'174	27'150'572
Total général		194'297'450	93'713'036	288'010'486

En 2019, le CIR a fourni un soutien à divers niveaux: renforcement des capacités institutionnelles, principalement au moyen des projets de catégorie 1, des EDIC et des mises à jour des EDIC, intégration du commerce, projets de catégorie 2 (agro-industrie et textiles, tourisme, cultures industrielles et promotion des exportations), facilitation des échanges et politique commerciale, normes et protection des végétaux, analyses et études de faisabilité, services de soutien aux entreprises et communication.



Décaissements

En 2019, sur la base des accords juridiques signés avec les PEMO et des calendriers de paiement convenus, au total 22,03 millions d'USD ont été déboursés pour les projets du FASCIR concernant la phase deux, tandis qu'un montant de 0,34 million d'USD a été remboursé au FASCIR au titre de projets achevés dans le cadre de la phase un – ce qui représente une sortie nette de 21,69 millions d'USD pour le FASCIR. Comme le montre le tableau 4, le montant total des décaissements pour la phase un et la phase deux du CIR, depuis le premier décaissement jusqu'au 31 décembre 2019, est de 244,64 millions d'USD.

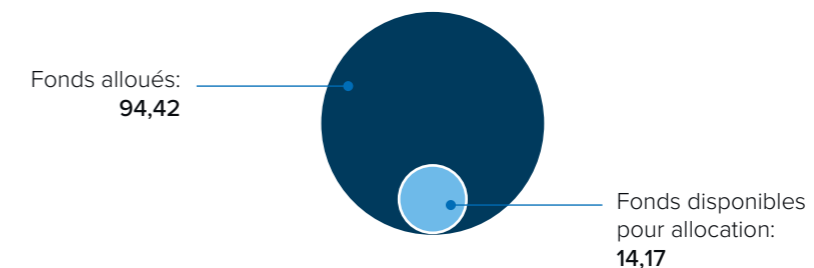
Fonds disponibles

Au terme de la phase un du CIR, le 31 décembre 2017, le Conseil du CIR a décidé qu'en 2018 le solde des ressources non dépensées de la phase un serait transféré à la phase deux. Un montant total de 10,07 millions d'USD a donc été transféré à la phase deux. En conséquence, depuis janvier 2019, le montant total disponible pour la programmation au titre de la phase deux a augmenté pour atteindre 108,59 millions d'USD. Comme le montre la figure 1 dans la page suivante, à la fin de 2019 et après déduction des fonds alloués/engagements pris en 2019, un solde de 14,17 millions d'USD était disponible pour de nouvelles allocations, tandis que 94,42 millions d'USD étaient alloués.

TABLEAU 4. DÉCAISSEMENTS POUR LA PHASE UN ET LA PHASE DEUX DU CIR (Millions d'USD)				
Phase du CIR	Catégorie dans le rapport annuel	2008-2018	2019	Total général
Phase un du CIR	Mise en œuvre par les PMA	96,73	(0,11)	96,62
	Mise en œuvre par des organisations	34,23	(0,24)	33,99
	Autre entité de mise en œuvre	11,32	-	11,32
	Activités globales du CIR	5,44	(0,11)	5,33
	SE	26,39	0,11	26,50
	GFAS	20,52	-	20,52
	Honoraires du Gestionnaire du Fonds d'affectation spéciale pour le CIR (0,75%)	1,46	-	1,46
Total phase un du CIR		196,09	(0,35)	195,74
Phase deux du CIR	Mise en œuvre par les PMA	13,87	11,90	25,77
	Mise en œuvre par des organisations	1,83	1,75	3,58
	Autre entité de mise en œuvre	0,56	1,44	2,00
	Activités globales du CIR	0,67	0,40	1,07
	SE	7,59	4,29	11,88
	GFAS	2,14	2,09	4,23
	Honoraires du Gestionnaire du Fonds d'affectation spéciale pour le CIR (0,75%)	0,20	0,16	0,36
Total phase deux du CIR		26,86	22,03	48,89
Total général (phase un et phase deux du CIR)		222,95	21,68	244,63

N.B.: Les chiffres entre parenthèses correspondent aux remboursements au titre de projets achevés dans le cadre de la phase un.

FIGURE 1.
Répartition des fonds au titre la phase deux du CIR
(au 31 décembre 2019, en millions d'USD)



Transparence et responsabilité

GARANTIES FIDUCIAIRES DU GFAS

Conformément à son mandat et à ses attributions pour la phase deux du CIR, pendant la période considérée, le GFAS a continué d'assurer un contrôle fiduciaire et de garantir la protection des fonds du CIR. Les résultats du suivi de l'utilisation des ressources du CIR sont communiqués au SE dans le cadre des activités régulières de coordination entre le SE et le GFAS, aux donateurs du CIR à titre individuel dans le cadre de rapports ponctuels, et au Conseil du CIR le cas échéant lors de ses réunions.

En 2019, le GFAS a poursuivi ses activités de protection et de contrôle, notamment: i) trois évaluations de la capacité fiduciaire de nouvelles PEMO; ii) l'examen de 36 nouvelles propositions par le Comité d'examen des projets (CEP) du GFAS; iii) deux missions d'aide au démarrage; iv) l'examen de 221 rapports financiers trimestriels; v) l'examen des processus de recrutement pour les projets menés aux niveaux national et international par les PEMO; vi) l'examen des processus d'achats des PEMO; vii) l'examen de 55 rapports de vérification des comptes; et viii) le diagnostic des retards dans la remise des rapports et le signalement aux PEMO. Pendant les missions de supervision sur le terrain, le GFAS a en outre effectué 30

évaluations de la maturité fiduciaire des PEMO et a cherché à déterminer leurs besoins en matière de renforcement des capacités. Ces évaluations ont permis de définir les thèmes des formations régionales en 2019 pour les ateliers organisés au Bénin, en Ouganda et en RDP lao.

En outre, dans le cadre de ses fonctions de supervision, l'Agent exécutif du GFAS effectue des missions sur le terrain pour veiller à ce que les gestionnaires de portefeuille de projets régionaux assument la pleine responsabilité fiduciaire du GFAS. En 2019, l'Agent exécutif a effectué deux missions de supervision.

PROCESSUS D'APPROBATION PRÉALABLE ET DÉFINITIVE DES PROJETS

En 2019, le SE et le GFAS ont soumis 36 propositions de projets au Conseil du CIR (ou à son autorité déléguée) pour approbation. Ces propositions se déclinent comme suit: i) 16 projets de catégorie 1; ii) 12 projets de catégorie 2; iii) 6 projets régionaux; et iv) 2 projets combinés.



RÉSULTATS GLOBAUX EN MATIÈRE DE RESPONSABILITÉ

Le GFAS a mis au point un ensemble d'outils pour répondre aux exigences en matière de responsabilité concernant les principes du CIR (appropriation par les pays, partenariat, approche participative et fondée sur les besoins) en utilisant les principes financiers et fiduciaires internationaux (responsabilité, transparence, efficacité et efficacité).

La présente section décrit les résultats obtenus en 2019 s'agissant de garantir le respect des exigences relatives à ces deux composantes normatives de base.

MÉCANISME POUR L'ÉTABLISSEMENT DE RAPPORTS DU GFAS

Les rapports du GFAS pour 2019 ont été établis conformément aux demandes des parties prenantes du CIR. Le Conseil du CIR, les donateurs, les PMA et les interlocuteurs du SE ont donc reçu et consulté différents types de rapports élaborés par le GFAS.

- Trois rapports sur l'évaluation des capacités et 36 comptes rendus de réunions du CEP¹: Des missions d'évaluation (ou un examen sur dossier en cas de mise en œuvre par des organisations partenaires du CIR) sont effectuées pour examiner les capacités de mise en œuvre institutionnelles, opérationnelles et fiduciaires des PEMO proposées qui n'ont jamais travaillé avec le CIR. Les sujets traités comprennent les ressources humaines et les capacités de gestion administrative, la gestion financière, les achats, les systèmes de contrôle interne et le plan de travail/dispositif de S&E. Le CEP du GFAS examine ensuite les propositions et rédige un rapport résumant les conclusions et recommandations du GFAS qu'il soumet ou non au Conseil du CIR pour examen.

- Cinq rapports financiers: En 2019, le GFAS a publié quatre rapports financiers trimestriels et un état financier annuel vérifié de l'année précédente sur la situation financière du FASCIR.
- Un rapport annuel: En collaboration avec le SE, le GFAS a soumis au Conseil du CIR, aux parties prenantes du CIR ainsi qu'au grand public le rapport annuel du CIR pour 2018, décrivant les résultats globaux et les progrès opérationnels du CIR ainsi que la situation financière et fiduciaire du FASCIR.
- Huit rapports ponctuels: En 2019, les donateurs du CIR et le SE ont demandé des rapports spécifiques sur la situation fiduciaire et opérationnelle du FASCIR, l'utilisation des contributions des donateurs, l'optimisation des ressources et les projections concernant la réserve de projets. Ces rapports ponctuels ont été établis selon le format demandé par chaque donateur du CIR.

ÉTABLISSEMENT DE RAPPORTS PAR LES PEMO NATIONALES²

Dans l'ensemble, les rapports établis par les PEMO nationales sont présentés conformément au calendrier prévu et aux modèles figurant dans les mémorandums d'accord. En 2019, les PEMO nationales ont présenté 221 rapports financiers trimestriels, 53 rapports descriptifs/techniques semestriels et 63 rapports descriptifs/techniques annuels au GFAS et au SE, en plus des 23 rapports finals pertinents.

La qualité des rapports financiers n'a cessé de s'améliorer grâce aux ateliers régionaux et au renforcement des capacités sur le terrain assuré par le GFAS. En outre, le GFAS a amélioré son suivi des rapports des PEMO conformément aux mémorandums d'accord et aux lignes directrices du Conseil du CIR sur le signalement des retards. La plupart des rapports descriptifs ont été reçus en

temps utile (au moins pour la version préliminaire), bien que des problèmes de qualité et des retards aient été constatés dans la présentation des rapports finals. Le GFAS signale chaque année les retards au Conseil du CIR. Le dernier rapport du GFAS a été présenté lors de la réunion du Conseil du CIR tenue en novembre 2019 au Bhoutan.

ÉTABLISSEMENT DE RAPPORTS PAR LES ORGANISATIONS DU CIR ET LES AUTRES PEMO

Les organisations du CIR et les autres PEMO présentent des rapports conformément aux obligations inscrites dans les accords juridiques correspondants. Le GFAS continue de constater des retards et des problèmes de qualité dans les rapports financiers et descriptifs communiqués par les organisations du CIR. Toutefois, grâce aux nombreux rappels et aux examens réguliers du portefeuille instaurés par le SE et le GFAS, la situation s'est améliorée en 2019, notamment en ce qui concerne le remboursement des soldes des projets achevés, le cas échéant.

PRATIQUES EN MATIÈRE DE VÉRIFICATION DES COMPTES

En ce qui concerne les projets du CIR, toutes les PEMO, qu'il s'agisse ou non d'organismes publics, doivent présenter des comptes annuels vérifiés, conformément aux accords respectifs signés avec le GFAS³. Des mécanismes de vérification des comptes ont été instaurés dans tous les PMA qui mettent en œuvre des projets de catégorie 1 ou 2,

conformément aux mémorandums d'accord. Par ailleurs, des rapports d'audit interne ou externe sont établis à l'issue de la première année de mise en œuvre des projets. En 2019, le GFAS a revu et mis à jour les lignes directrices relatives à la vérification des comptes afin d'aider les PEMO à se conformer aux lignes directrices approuvées par le Conseil du CIR concernant les constatations négatives issues de la vérification des comptes et la transmission à un échelon supérieur. Comme l'indique le tableau 5 ci-dessous, depuis le début de la phase un du CIR, 371 rapports de vérification des comptes ont été établis, dont 39 en 2019. Au 31 décembre 2019, 9 rapports étaient en cours d'élaboration. Le GFAS, en collaboration avec le SE, applique les critères de transmission à un échelon supérieur des constatations négatives issues de la vérification des comptes qui ont été approuvés par le Conseil du CIR. Un rapport spécial sur les constatations issues de la vérification des comptes a été présenté par le GFAS au Conseil du CIR en novembre 2019.

Base de données et système d'information

Tout au long de l'année 2019, le Pôle de connaissances du CIR a continué d'être opérationnel et de constituer une source d'information précieuse, pour le CIR d'une manière générale et pour le GFAS en particulier. Les renseignements émanant du Pôle sont incorporés au SGI et au site Web du CIR. En tant qu'outil évolutif, le Pôle est constamment amélioré et adapté aux besoins du Programme. En 2019, de nouvelles catégories ont ainsi été ajoutées pour faciliter le suivi des données du Programme du CIR.

TABLEAU 5. SITUATION CONCERNANT LES RAPPORTS DE VÉRIFICATION DES COMPTES

Situation concernant les rapports de vérification des comptes	2008-2018	2019	Total
Achevé	332	39	371
En cours d'élaboration (vérification prévue et commencée)	5	4	9
Reporté	1	5	6
En attente (vérification prévue, mais pas commencée)		7	7
Total	338	55	393

¹ Le CEP du GFAS examine et évalue chaque proposition de projet d'un point de vue opérationnel et fiduciaire avant de la soumettre au Conseil du CIR pour approbation.

² Les PEMO nationales sont les PEMO des PMA bénéficiaires des fonds du CIR.

³ Les organisations du CIR font l'objet d'une vérification des comptes suivant leur mécanisme interne, conformément aux accords de partenariat du CIR et au principe de la vérification unique des comptes de l'ONU.



4 Annexes



Résultats par indicateur

Dans le cadre de l'initiative de renforcement du S&E en cours, le CIR a mis en œuvre au cours de l'année 2019 une série de mesures pour renforcer la collecte et la communication des résultats. Cela comprenait notamment l'amélioration des modèles de présentation de rapports pour mieux saisir les données actuelles et antérieures, et un exercice d'exploration de données pour extraire les données des rapports narratifs et d'évaluation précédents. Les travaux sont en cours, notamment en ce qui concerne la collecte de données antérieures pour de nouveaux indicateurs. Tous les indicateurs de ce rapport annuel sont désormais reportés sur une base cumulative pour toute la durée du programme, tout en mettant en évidence la contribution spécifique de l'année la plus récente (2019). Les chiffres cumulés incluent les chiffres de référence pertinents. Cela permet de garantir que les données

déclarées soient conformes au libellé spécifique de l'indicateur. Par le passé, les indicateurs avaient été communiqués par le biais d'une combinaison de chiffres cumulés, par année ou par pays.

En février 2019, le Conseil du CIR a approuvé une mise à jour du cadre logique du programme du CIR, y compris de nouveaux indicateurs, ainsi que des révisions des indicateurs existants. Dans le cadre du processus de collecte de données pour le rapport annuel de cette année, des efforts ont été faits pour saisir les résultats antérieurs correspondant à ces nouveaux indicateurs. Cependant, ces données peuvent sous-représenter les résultats des années précédentes, car aucun système de suivi n'avait alors été mis en place. De plus, les nouveaux indicateurs n'ont pas encore été dotés des objectifs ou de jalons officiels et, par conséquent, ces

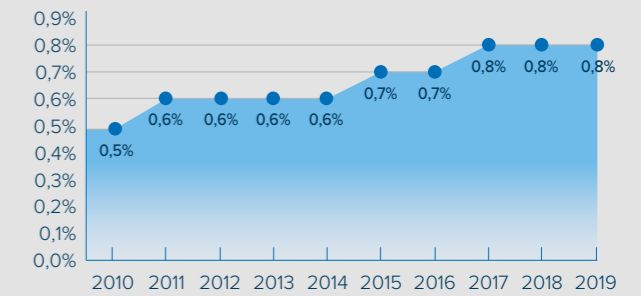
chiffres de référence ne figurent pas dans les graphiques. De même, lorsque les indicateurs avaient précédemment été communiqués sur une base annuelle ou par pays et sont désormais communiqués à l'échelle du programme, les données de référence, les jalons et les objectifs ne sont pas indiqués dans les graphiques en raison de la différence d'échelle. Une note descriptive est incluse pour chaque instance. Les objectifs et les jalons pour chacun de ces indicateurs seront révisés en 2020, en particulier lorsque les objectifs ont déjà été dépassés.



©CIR/Simon Hess

A – Part des PMA dans les exportations non pétrolières (en %)

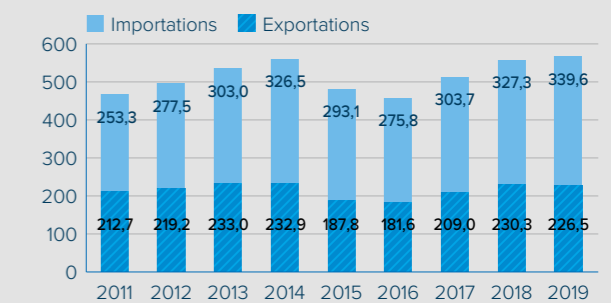
Avec 0,8%, la part des PMA dans les exportations de marchandises non pétrolières est restée stable pendant trois ans après avoir connu une tendance à la hausse entre 2010 et 2017. Les données pour 2019 sont provisoires.



Source: Secrétariat de l'OMC.

B – Valeur du commerce des PMA (en milliards d'USD)

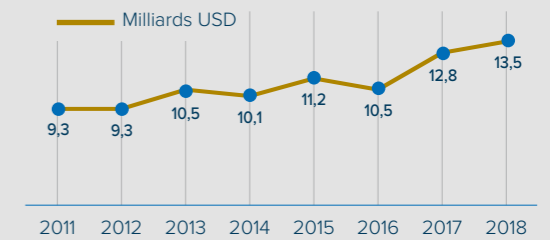
Les estimations préliminaires pour 2019 indiquent que la valeur globale des échanges commerciaux des PMA (biens et services) a augmenté de 1,5% entre 2018 et 2019. Cette croissance n'a été alimentée que par les importations, les exportations ayant chuté de -1,6% sur l'année.



Source: Secrétariat de l'OMC.

C – Flux d'Aide pour le commerce (APC) à destination des PMA

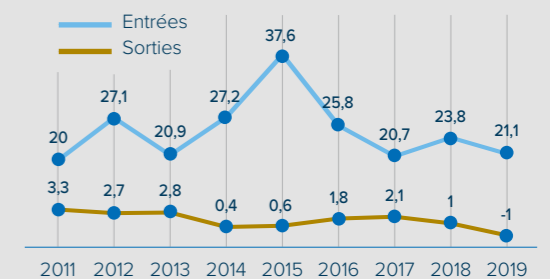
Les flux d'APC vers les PMA sont passés de 12,8 milliards d'USD en 2017 à 13,5 milliards d'USD en 2018 (dernière année pour laquelle des données sont disponibles).



Source: Secrétariat de l'OMC / OCDE.

D – Investissements directs à l'étranger (IDE) dans les PMA (en milliards d'USD)

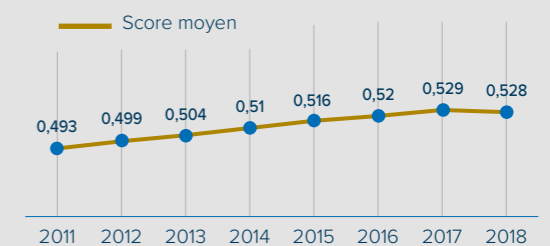
Les flux d'IDE vers les PMA ont légèrement diminué pour atteindre 21,1 milliards d'USD, et les sorties d'IDE sont tombées à moins de -1 milliard d'USD.



Source: World Investment Report 2020, CNUCED.

E – Indice de développement humain (IDH) dans les PMA

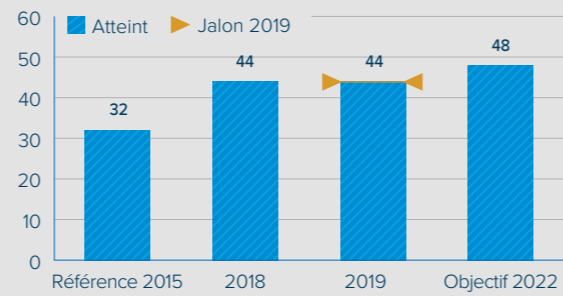
Après une augmentation continue en 6 ans, le score moyen des PMA a légèrement diminué en 2018 (dernière année pour laquelle des données sont disponibles).



Source: Rapport sur le développement humain 2019, PNUD.

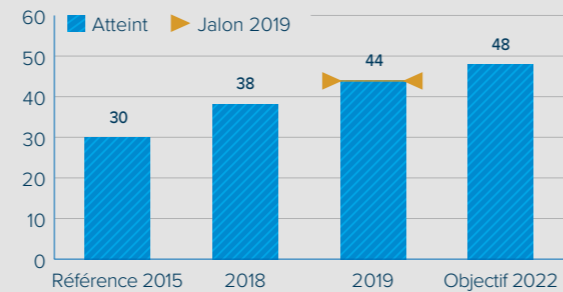
1a – Nombre de pays du CIR qui ont intégré le commerce dans leur plan national de développement (PND)

Presque tous les pays du CIR ont intégré le commerce dans leur PND. Le chiffre 2018 a été revu à la hausse.



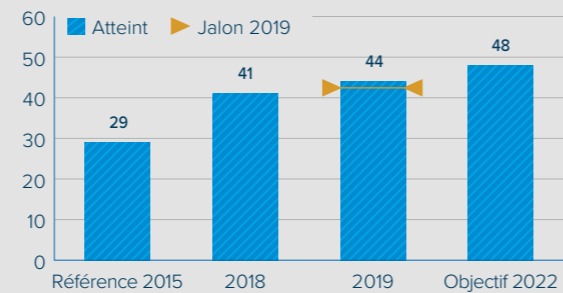
1b – Nombre de pays du CIR qui disposent de mécanismes efficaces de coordination dans le domaine commercial.

Les mécanismes de coordination dans le domaine commercial réunissent les principaux groupes de parties prenantes pour discuter des questions commerciales.



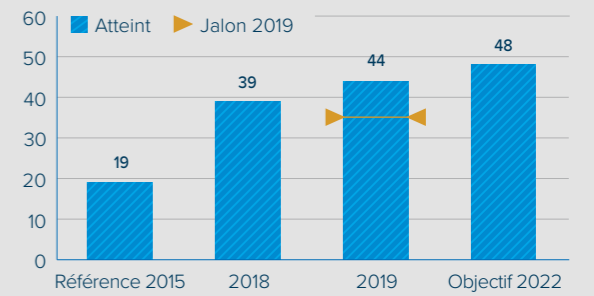
1c – Nombre de pays du CIR qui disposent de stratégies sectorielles intégrant le commerce

44 pays du CIR indiquent qu'ils ont au moins une stratégie sectorielle intégrant le commerce; au total plus de 200 stratégies sectorielles intégrant le commerce ont été élaborées.



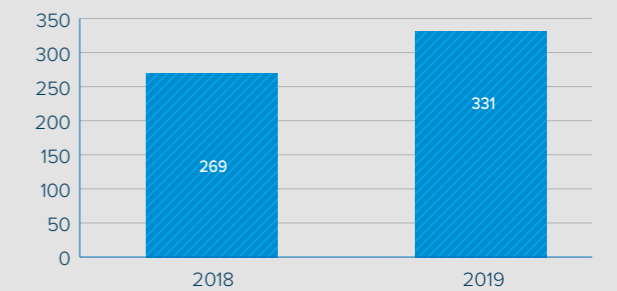
1.1a – Nombre de politiques en matière de commerce et d'investissement de qualité formulées ou mises à jour avec le soutien du CIR

44 politiques en matière de commerce et d'investissement ont été formulées ou mises à jour pour l'ensemble du programme avec le soutien du CIR.



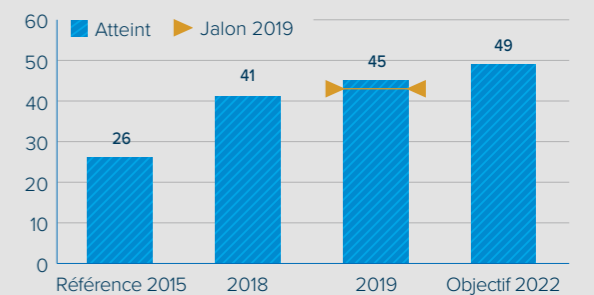
1.1b – Nombre d'actions visant à améliorer la législation et la participation à divers forums (y compris accession à l'OMC, intégration régionale, etc.)

Avec 331 actions en 2019, cet indicateur indique le nombre cumulé d'actions pour l'ensemble du programme. Auparavant, le nombre d'actions était indiqué par pays, avec un jalon de 8 par pays.



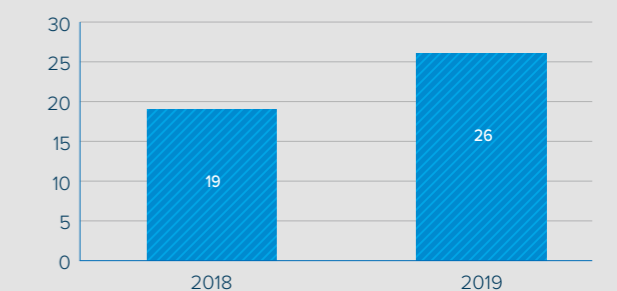
1.1c – Nombre d'études diagnostiques d'intégration commerciale (EDIC) élaborées avec le soutien du CIR

A ce jour, 45 EDIC ont été menées à bien avec le soutien du CIR. Le nombre total d'EDIC achevées pour l'ensemble du programme est indiqué. Le chiffre pour 2018 a été revu à la hausse.



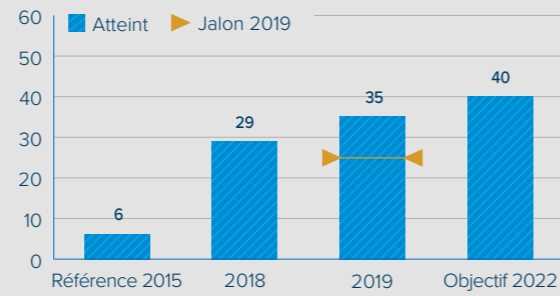
1.1d – Nombre de réglementations liées au commerce et à l'investissement adoptées

26 réglementations liées au commerce et à l'investissement ont été adoptées, dont 7 en 2019 (nouvel indicateur).



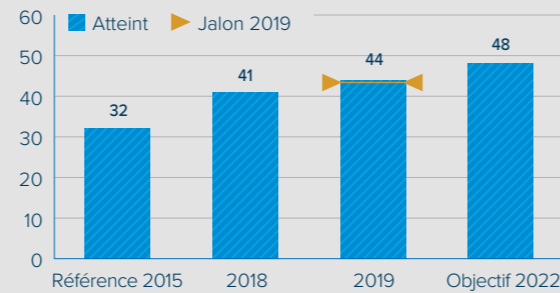
1.2a – Nombre de pays du CIR dans lesquels les Unités nationales de mise en œuvre du CIR sont intégrées aux structures gouvernementales

Les pays du CIR continuent d'intégrer la coordination de l'APC et l'intégration du commerce dans les structures gouvernementales.



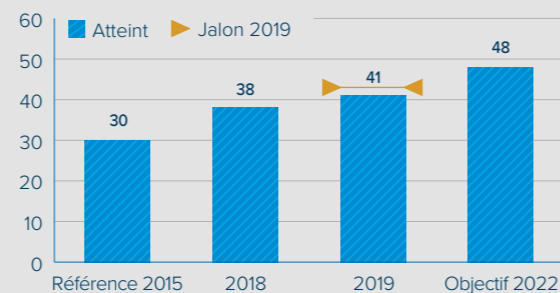
1.2b – Nombre de pays du CIR qui disposent de mécanismes de coordination public-privé efficaces et de qualité

44 pays du CIR disposent de mécanismes facilitant le dialogue entre les gouvernements et le secteur privé.



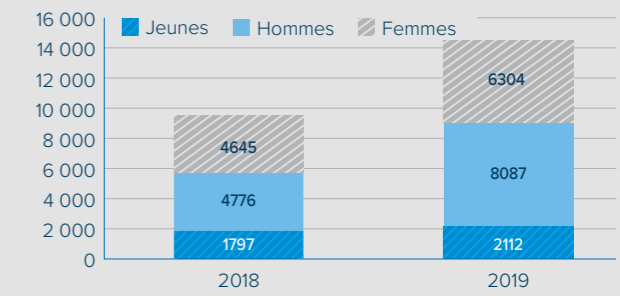
1.2c – Nombre de pays du CIR qui disposent de mécanismes pour un dialogue de qualité entre le gouvernement et les donateurs sur les questions liées au commerce et à l'investissement.

41 pays du CIR déclarent avoir mis en place des mécanismes pour faciliter le dialogue en cours sur l'APC.



1.3a – Nombre de fonctionnaires (ventilé par sexe et par âge) formés dans des domaines liés à l'investissement et au commerce.

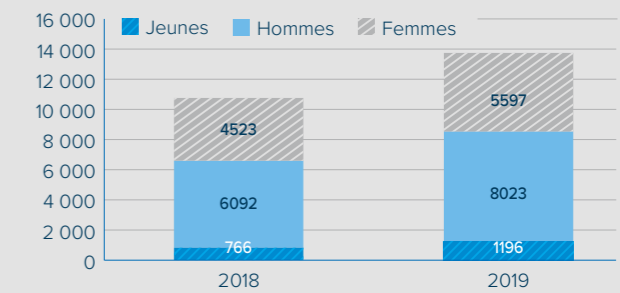
Plus de 14 000 fonctionnaires (43% de femmes) ont participé aux sessions de formation du CIR. L'objectif (2 640) et les jalons (1 120 pour 2019) seront revus.



Remarque: Le graphique montre le total cumulé des participants masculins et féminins. Les jeunes sont inclus à titre indicatif, et ne contribuent pas au total cumulé.

1.3b – Nombre de représentants du secteur privé et de la société civile (ventilé par sexe et par âge) qui ont été formés dans les domaines liés à l'investissement et au commerce pour participer au programme national en matière de commerce

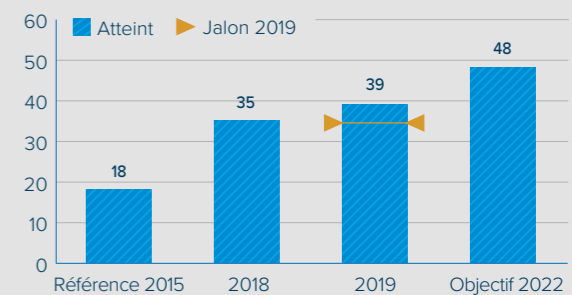
Plus de 13 600 personnes (41% de femmes) issues du secteur privé et de la société civile ont participé aux sessions de formation du CIR. L'objectif (430) et les jalons (175 pour 2019) ont été fixés par pays et seront revus.



Remarque: Le graphique montre le total cumulé des participants masculins et féminins. Les jeunes sont inclus à titre indicatif, et ne contribuent pas au total cumulé.

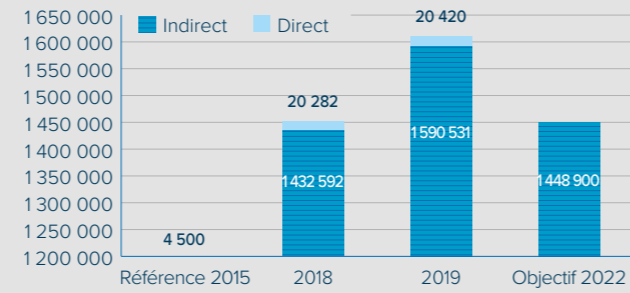
1.3c – Nombre de pays du CIR dotés d'outils de communication d'informations liées à l'investissement et au commerce pour les diverses parties prenantes

39 pays du CIR disposent d'outils de communication d'informations liées à l'investissement et au commerce. Le chiffre pour 2018 a été revu à la hausse.



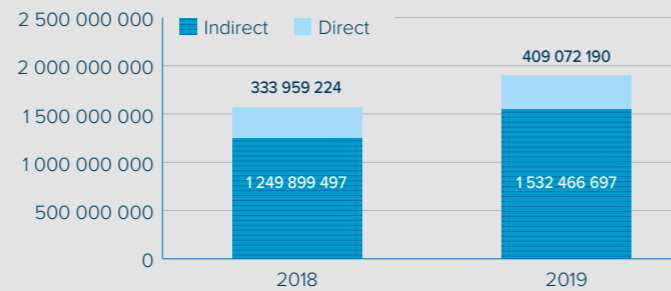
2a – Volume de la production générée grâce aux interventions du CIR (tonnes métriques)

Plus de 1,6 million de tonnes métriques de production ont été générées dans les pays du CIR avec le soutien du programme. Le soutien au niveau sectoriel ou national est considéré comme un soutien indirect, et la production de groupes spécifiques bénéficiaires du CIR comme un soutien direct. Les données pour 2018 sont actualisées, l'objectif (1 489 000) et les jalons (375 850 pour 2019) seront revus.



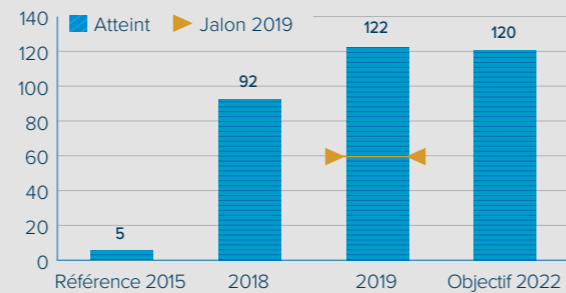
2b – Valeur des exportations générées grâce aux interventions du CIR (en USD)

Des exportations d'une valeur de 1,9 milliard d'USD ont été générées grâce au soutien des interventions du CIR. Les exportations indirectes se réfèrent aux résultats de projets pour lesquels le CIR a fourni un soutien au niveau sectoriel ou national, et les exportations directes sont des exportations générées par des bénéficiaires spécifiques qui avaient reçu un soutien du CIR (objectifs à fixer).



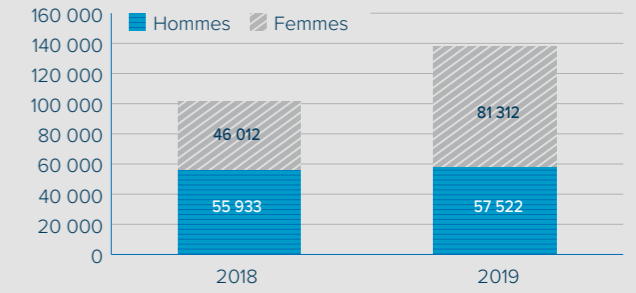
2c – Nombre de nouveaux marchés internationaux pénétrés avec le soutien du CIR

Plus de 122 nouvelles relations commerciales ont été établies. Un marché est considéré comme «nouveau» pour le pays dans son ensemble ou pour une entreprise spécifique bénéficiant du soutien du CIR. Le chiffre pour 2018 a été revu à la hausse.



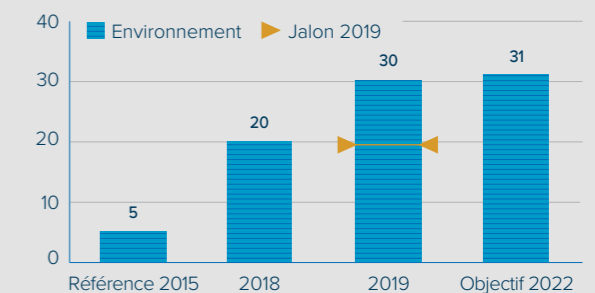
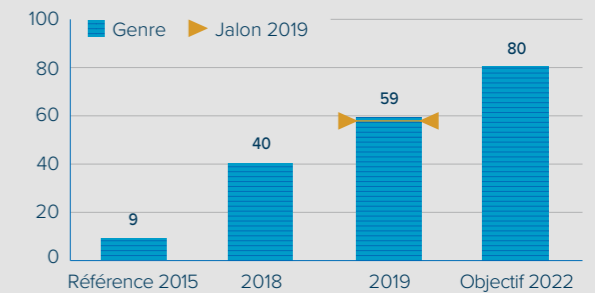
2.1.a – Nombre total de personnes (ventilé par sexe et par âge) qui ont été formées aux pratiques relatives aux chaînes de valeur grâce à une participation à des initiatives de renforcement des capacités du CIR

Les femmes représentent 59% des 138 000 personnes qui ont participé aux formations relatives aux chaînes de valeur, et les jeunes représentent 17%. En 2019, 92% des participants étaient des femmes et 30% des jeunes. L'objectif (5 300) et les jalons (3 800 pour 2019) seront revus.



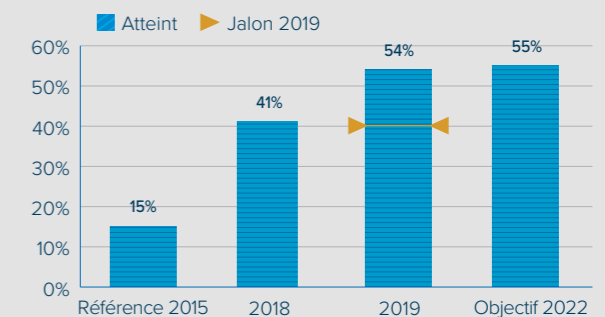
2.1.b – Nombre d'activités de sensibilisation menées sur le genre et l'environnement

59 actions de sensibilisation sur le genre ont été menées, dont 19 en 2019. 30 actions de sensibilisation sur l'environnement ont été entreprises. Les chiffres pour 2018 ont été revus à la hausse.



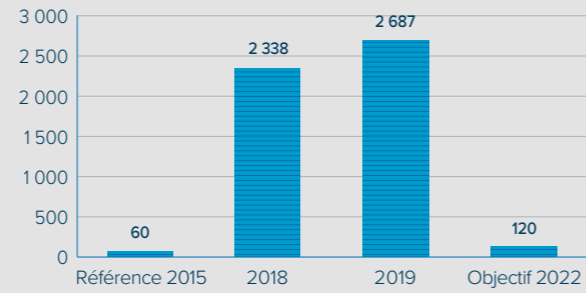
2.1.c – Pourcentage de femmes bénéficiant directement des projets du secteur productif financés par le CIR

54% des bénéficiaires des projets du secteur productif sont des femmes. Le chiffre 2018 a été revu à la hausse.



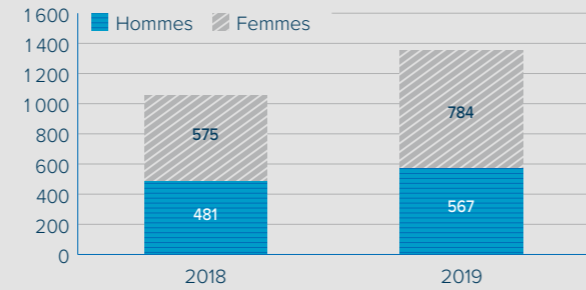
2.1d – Nombre d'associations de producteurs formés aux pratiques relatives aux chaînes de valeur

Plus de 2 600 associations de producteurs ont été soutenues par des interventions du CIR. Le chiffre pour 2018 a été revu à la hausse.



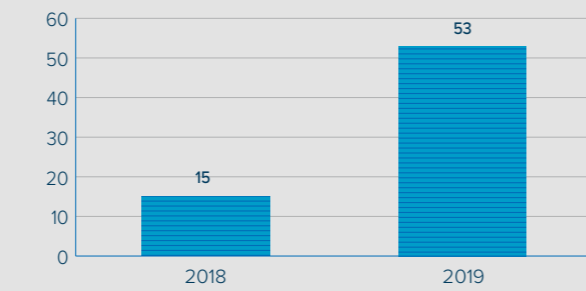
2.1.e – Nombre de personnes (ventilé par sexe) participant à des foires commerciales liées à la connectivité des marchés

Plus de 1 300 personnes (dont 58% de femmes) ont participé à des foires commerciales grâce au soutien du CIR (nouvel indicateur).



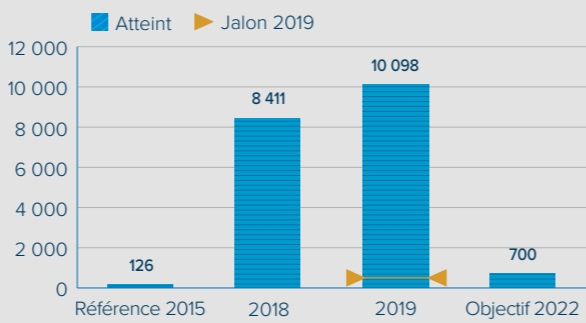
2.1.f – Nombre d'initiatives de facilitation des échanges entreprises avec le soutien du CIR

Au moins 53 actions distinctes liées à la facilitation des échanges ont été entreprises, dont 38 en 2019. Puisqu'il s'agit d'un nouvel indicateur, les contributions des années précédentes peuvent être sous-estimées (nouvel indicateur).



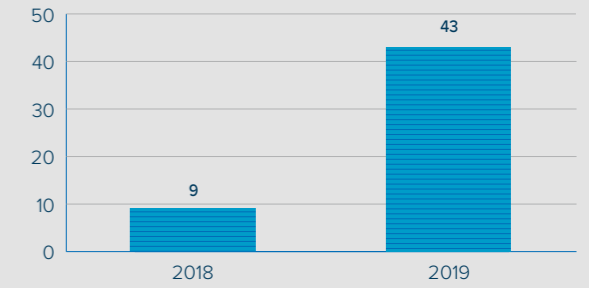
2.1.g – Nombre de MPME soutenues par des projets du CIR

On estime que plus de 10 000 MPME ont reçu le soutien du CIR, dont plus de 1600 en 2019. Le chiffre pour 2018 a été revu à la hausse, et l'objectif (700) et les jalons (510 en 2019) seront également revus.



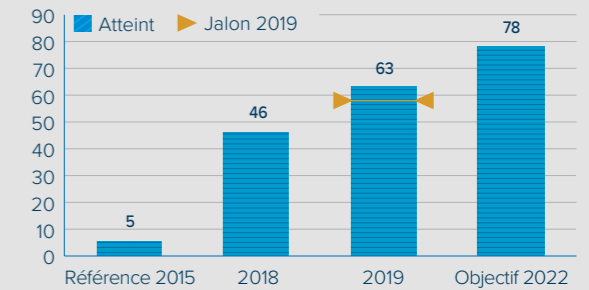
2.2a – Nombre d'initiatives de commerce électronique entreprises

43 actions de soutien au développement du commerce électronique ont été entreprises, dont 34 en 2019. Puisqu'il s'agit d'un nouvel indicateur, les contributions des années précédentes peuvent être sous-estimées (nouvel indicateur).



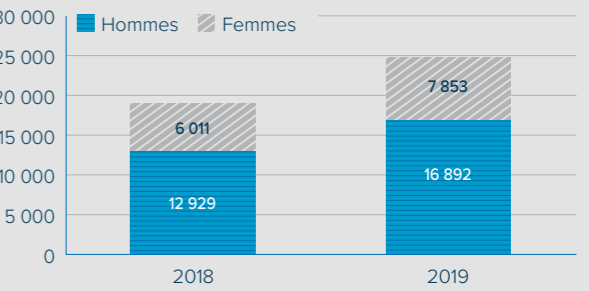
2.2.b – Nombre de nouvelles technologies adoptées dans le cadre de projets soutenus par le CIR

63 nouvelles technologies ont été adoptées dans le cadre de projets soutenus par le CIR, dont 16 en 2019. Le chiffre 2018 a été revu à la hausse.



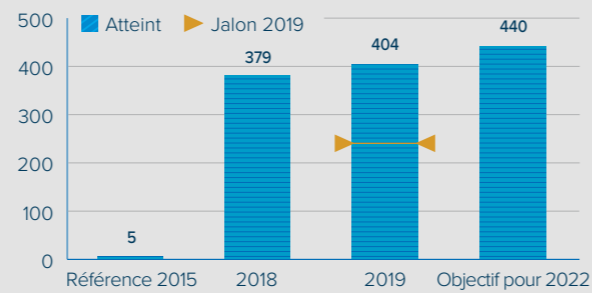
2.2.c – Nombre de personnes (ventilé par sexe) adoptant de nouvelles technologies grâce à des initiatives de renforcement des capacités du CIR

Plus de 20 000 personnes ont adopté de nouvelles technologies grâce aux interventions du CIR, dont 32% de femmes en 2019 (nouvel indicateur).



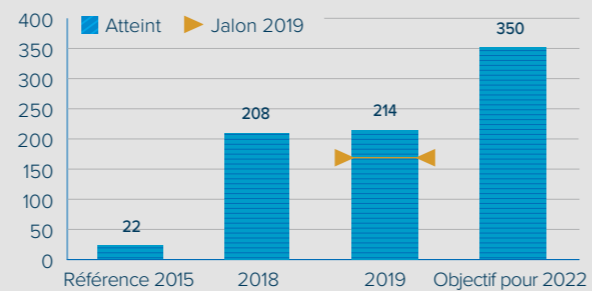
2.3.a – Nombre d'actions entreprises par les partenaires du CIR (organisations du CIR/Principales entités de mise en œuvre) pour la mobilisation de financements et d'expertise

404 actions visant à générer des ressources supplémentaires pour l'APC ont été entreprises dans les pays du CIR. Le chiffre de 2018 a été revu à la hausse.



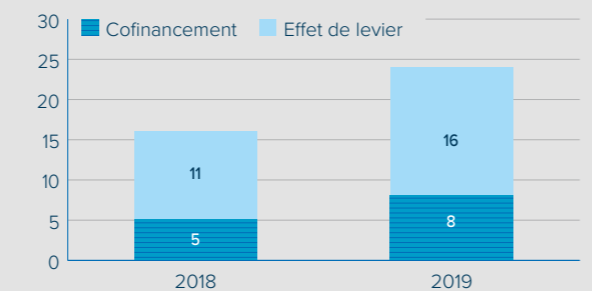
2.3.b – Nombre de projets financés par les partenaires de développement du CIR (donateurs du CIR/organisations du CIR/banques de développement) liés à la matrice d'action de l'EDIC

214 projets d'une valeur combinée de plus de 1,9 milliard d'USD ciblent des priorités dans les pays du CIR.



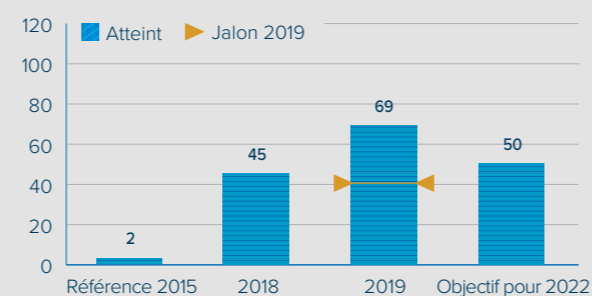
2.3c – Nombre de projets du CIR mobilisant des ressources du secteur privé

24 projets du CIR ont mobilisé des ressources du secteur privé pendant la phase deux du CIR, dont 8 projets avec un cofinancement du secteur privé (nouvel indicateur).



2.3d – Nombre de projets du CIR bénéficiant d'un financement supplémentaire de la part des gouvernements et des partenaires de développement

69 projets du CIR comprennent des contributions supplémentaires des gouvernements et des partenaires au développement (contributions en espèces ou en nature). Suite à la modification de la description de l'indicateur dans la version revue du cadre logique, le chiffre pour 2018 a été revu à la hausse.



Catégorie 1 – Projets de renforcement des capacités institutionnelles



Au 31 décembre 2019, en USD

PAYS	TITRE	PEMO	DATE D'APPROBATION INITIALE	PHASE UN DU CIR	PHASE DEUX DU CIR	TOTAL GÉNÉRAL
Afghanistan	Pré-étude diagnostique sur l'intégration du commerce (EDIC)	Gouvernement	22 septembre 2010	50'000		50'000
	EDIC	Banque mondiale	8 octobre 2008	400'000		400'000
	Soutien du CIR aux arrangements nationaux de mise en œuvre (ANMO) (catégorie 1, phase 1)	Gouvernement	22 décembre 2016		899'540	899'540
Total Afghanistan				450'000	899'540	1'349'540
Bangladesh	Pré-EDIC	Gouvernement	22 septembre 2010	50'000		50'000
	EDIC	Banque mondiale	25 mars 2011	460'000		460'000
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phase 1)	Gouvernement	28 août 2015	300'000		300'000
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phase 1 – années 2 et 3)	Gouvernement	27 juin 2018		600'000	600'000
	Mise à jour de l'EDIC	Gouvernement	28 mars 2019		199'230	199'230
Total Bangladesh				810'000	799'230	1'609'230
Bénin	Mise à jour de l'EDIC	Banque mondiale	11 août 2011	196'353		196'353
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phases 1 et 2)	Gouvernement	11 août 2011	1'499'991		1'499'991
	Soutien à la durabilité	Gouvernement	21 décembre 2018		300'000	300'000
Total Bénin				1'696'344	300'000	1'996'344

PAYS	TITRE	PEMO	DATE D'APPROBATION INITIALE	PHASE UN DU CIR	PHASE DEUX DU CIR	TOTAL GÉNÉRAL
Bhoutan	Pré-EDIC	Gouvernement	15 janvier 2010	50'000		50'000
	EDIC	Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)	24 mars 2011	400'000		400'000
	Mise à jour de l'EDIC	PNUD	11 septembre 2019		200'000	200'000
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phase 1)	Gouvernement	14 juin 2013	900'000		900'000
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phase 2)	Gouvernement	7 décembre 2017		600'000	600'000
	Total Bhoutan				1'350'000	800'000
Burkina Faso	Mise à jour de l'EDIC	Banque mondiale	6 février 2013	191'322		191'322
	Intégration	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED)	15 décembre 2015	70'621		70'621
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phases 1 et 2)	Gouvernement	22 novembre 2010	1'465'002		1'465'002
	Soutien à la durabilité	Gouvernement	22 décembre 2016		300'000	300'000
	Total Burkina Faso				1'726'945	300'000
Burundi	Mise à jour de l'EDIC	Banque mondiale	12 février 2010	198'268		198'268
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phases 1 et 2)	Gouvernement	12 février 2010	1'499'476		1'499'476
	Soutien à la durabilité	Gouvernement	1 ^{er} mai 2018		300'000	300'000
Total Burundi				1'697'745	300'000	1'997'745
Cabo Verde	Mise à jour de l'EDIC	Gouvernement	19 septembre 2012	200'000		200'000
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phase 1)	Gouvernement	23 novembre 2011	900'000		900'000
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phase 2)	Gouvernement	4 mai 2016		600'000	600'000
Total Cabo Verde				1'100'000	600'000	1'700'000

PAYS	TITRE	PEMO	DATE D'APPROBATION INITIALE	PHASE UN DU CIR	PHASE DEUX DU CIR	TOTAL GÉNÉRAL
Cambodge	Mise à jour de l'EDIC de 2013	PNUD	29 septembre 2009	194'355		194'355
	Mise à jour de l'EDIC de 2018	Gouvernement	23 avril 2018		186'430	186'430
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phases 1 et 2)	Gouvernement	29 septembre 2009	1'288'392		1'288'392
	Soutien à la durabilité	Gouvernement	22 décembre 2016		235'450	235'450
	Élaboration d'une stratégie en matière de commerce électronique	Gouvernement	12 février 2019		126'600	126'600
	Total Cambodge				1'482'747	548'480
Comores	Mise à jour de l'EDIC	PNUD	25 janvier 2011	256'791		256'791
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phase 1)	PNUD	25 janvier 2011	900'000		900'000
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phase 2)	Gouvernement	2 juin 2014	600'000		600'000
	Soutien à la durabilité	Gouvernement	21 avril 2017		300'000	300'000
	Soutien à l'intégration	Gouvernement	31 août 2017		200'000	200'000
	Total Comores				1'756'791	500'000
Djibouti	Mise à jour de l'EDIC	CNUCED	1 ^{er} juin 2011	196'529		196'529
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phases 1 et 2)	Gouvernement	1 ^{er} juin 2011	1'384'590		1'384'590
	Soutien aux ANMO par l'intermédiaire de CCI	UNOPS	1 ^{er} juin 2011	646'406		646'406
	Soutien à la durabilité	Gouvernement	12 mars 2018		300'000	300'000
Total Djibouti				2'227'525	300'000	2'527'525



PAYS	TITRE	PEMO	DATE D'APPROBATION INITIALE	PHASE UN DU CIR	PHASE DEUX DU CIR	TOTAL GÉNÉRAL
Guinée équatoriale	Pré-EDIC	Gouvernement	1 ^{er} février 2017		50'000	50'000
	EDIC	Banque mondiale	29 juin 2017		285'000	285'000
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phase 1)	PNUD	11 octobre 2018		898'560	898'560
Total Guinée équatoriale					1'233'560	1'233'560
Éthiopie	Mise à jour de l'EDIC	CNUCED	9 septembre 2014	390'058		390'058
	Soutien aux ANMO par l'intermédiaire de CCI	Organisation mondiale du commerce	16 septembre 2014	49'963		49'963
	Soutien aux ANMO – Phase 1 (années 1 et 2) – Phase un du CIR	Gouvernement	26 mars 2014	625'000		625'000
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phase 2 – année 3 Solde du budget au titre de la phase un du CIR; et catégorie 1, phase 2)	Gouvernement	21 novembre 2018		575'000	575'000
Total Éthiopie				1'065'021	575'000	1'640'021
Gambie	Mise à jour de l'EDIC	CNUCED	15 décembre 2009	193'559		193'559
	Intégration	CNUCED	4 novembre 2015	89'409		89'409
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phases 1 et 2)	Gouvernement	15 décembre 2009	1'500'000		1'500'000
	Soutien à la durabilité	Gouvernement	2 juin 2017		300'000	300'000
	Programme de lutte contre l'aflatoxine (projet pilote)	Gouvernement	31 mai 2018		50'000	50'000
Total Gambie				1'782'969	350'000	2'132'969
Guinée	Mise à jour de l'EDIC	Banque mondiale	23 novembre 2011	278'476		278'476
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phases 1 et 2)	Gouvernement	23 novembre 2011	1'500'000		1'500'000
	Soutien à la durabilité	Gouvernement	12 juin 2018		300'000	300'000
Total Guinée				1'778'476	300'000	2'078'476

PAYS	TITRE	PEMO	DATE D'APPROBATION INITIALE	PHASE UN DU CIR	PHASE DEUX DU CIR	TOTAL GÉNÉRAL
Guinée-Bissau	Mise à jour de l'EDIC	PNUD	22 novembre 2010	199'435		199'435
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phases 1 et 2)	Gouvernement	22 novembre 2010	1'500'000		1'500'000
	Soutien aux ANMO par l'intermédiaire de CCI	PNUD	10 septembre 2014	205'610		205'610
	Soutien à la durabilité	Gouvernement	14 février 2018		300'000	300'000
Total Guinée-Bissau				1'905'045	300'000	2'205'045
Haïti	Pré-EDIC	Gouvernement	15 octobre 2010	50'000		50'000
	EDIC	Banque mondiale	11 août 2011	294'953		294'953
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phase 1)	Gouvernement	17 décembre 2012	900'000		900'000
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phase 2)	Gouvernement	28 juillet 2017		600'000	600'000
	Étude de faisabilité – secteur agricole	Centre du commerce international (ITC)	20 décembre 2019		196'013	196'013
Total Haïti				1'244'953	796'013	2'040'966
Îles Salomon	Mise à jour de l'EDIC	Gouvernement	11 octobre 2017		200'000	200'000
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phases 1 et 2 – années 1 à 4)	Gouvernement	21 décembre 2010	1'200'000		1'200'000
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phase 2 – année 5)	Gouvernement	11 octobre 2017		300'000	300'000
Total Îles Salomon				1'200'000	500'000	1'700'000
Kiribati	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phase 1 – années 1 et 2)	PNUD	18 juin 2015	600'000		600'000
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phase 1 – année 3)	PNUD	28 mai 2018		299'925	299'925
Total Kiribati				600'000	299'925	899'925



PAYS	TITRE	PEMO	DATE D'APPROBATION INITIALE	PHASE UN DU CIR	PHASE DEUX DU CIR	TOTAL GÉNÉRAL
Lesotho	Mise à jour de l'EDIC	USAID	26 janvier 2010	160'000		160'000
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phases 1 et 2)	Gouvernement	26 janvier 2010	1'296'857		1'296'857
	Soutien à la durabilité	PNUD	13 septembre 2019		299'754	299'754
	Intégration du commerce – Politique commerciale nationale	ITC	28 mars 2019		177'138	177'138
Total Lesotho				1'456'857	476'892	1'933'749
Libéria	Mise à jour de l'EDIC	Banque mondiale	22 octobre 2009	199'640		199'640
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phases 1 et 2)	Gouvernement	22 octobre 2009	1'499'900		1'499'900
	Soutien à la durabilité	Gouvernement	11 décembre 2018		300'000	300'000
Total Libéria				1'699'540	300'000	1'999'540
Madagascar	Pré-EDIC	Gouvernement	17 juin 2014	49'677		49'677
	Mise à jour de l'EDIC	Banque mondiale	23 juillet 2013	223'840		223'840
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phase 1)	Gouvernement	7 novembre 2016		900'000	900'000
Total Madagascar				273'517	900'000	1'173'517
Malawi	Mise à jour de l'EDIC	Banque mondiale	23 septembre 2009	199'080		199'080
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phase 1)	Gouvernement	23 septembre 2009	899'250		899'250
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phase 2)	Gouvernement	11 juillet 2016		600'000	600'000
	Soutien à la durabilité	Gouvernement	28 juin 2019		300'000	300'000
Total Malawi				1'098'330	900'000	1'998'330
Maldives	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phases 1 et 2)	Gouvernement	22 décembre 2010	1'500'000		1'500'000
Total Maldives				1'500'000		1'500'000

PAYS	TITRE	PEMO	DATE D'APPROBATION INITIALE	PHASE UN DU CIR	PHASE DEUX DU CIR	TOTAL GÉNÉRAL
Mali	Mise à jour de l'EDIC	CNUCED	14 juillet 2010	200'000		200'000
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phases 1 et 2)	Gouvernement	14 juillet 2010	1'449'378		1'449'378
	Soutien à la durabilité	Gouvernement	19 novembre 2019		300'000	300'000
Total Mali				1'649'378	300'000	1'949'378
Mauritanie	Mise à jour de l'EDIC	Banque mondiale	8 septembre 2014	400'000		400'000
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phase 1)	Gouvernement	23 novembre 2017		899'875	899'875
Total Mauritanie				400'000	899'875	1'299'875
Mozambique	Mise à jour de l'EDIC	CNUCED	26 octobre 2012	195'755		195'755
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phase 1)	Gouvernement	12 mars 2012	600'000		600'000
	Soutien aux ANMO par l'intermédiaire de CCI	PNUD	12 mars 2012	184'150		184'150
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phase 2)	Gouvernement	7 décembre 2018		600'000	600'000
Total Mozambique				979'905	600'000	1'579'905
Myanmar	Pré-EDIC	Gouvernement	11 décembre 2013	50'000		50'000
	EDIC	Banque mondiale	18 juin 2014	340'050		340'050
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phase 1 – années 1 et 2)	Gouvernement	9 juin 2015	600'000		600'000
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phase 1 – année 3)	Gouvernement	6 avril 2018		300'000	300'000
Total Myanmar				990'050	300'000	1'290'050



PAYS	TITRE	PEMO	DATE D'APPROBATION INITIALE	PHASE UN DU CIR	PHASE DEUX DU CIR	TOTAL GÉNÉRAL
Népal	Mise à jour de l'EDIC	Gouvernement	19 juin 2014	182'000		182'000
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phases 1 et 2)	Gouvernement	15 mars 2010	858'000		858'000
	Soutien aux ANMO – Remanié	Gouvernement	29 mars 2019		382'980	382'980
Total Népal				1'040'000	382'980	1'422'980
Niger	Mise à jour de l'EDIC	CNUCED	26 janvier 2011	193'144		193'144
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phases 1 et 2)	Gouvernement	26 janvier 2011	1'500'000		1'500'000
	Soutien à la durabilité	Gouvernement	31 mai 2018		300'000	300'000
Total Niger				1'693'144	300'000	1'993'144
Ouganda	Mise à jour de l'EDIC	Banque mondiale	28 septembre 2009	192'592		192'592
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phases 1 et 2)	Gouvernement	28 septembre 2009	1'499'985		1'499'985
	Soutien à la durabilité	Gouvernement	20 octobre 2017		300'000	300'000
Total Ouganda				1'692'577	300'000	1'992'577
République centrafricaine	Mise à jour de l'EDIC	PNUD	12 mai 2010	29'455		29'455
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phase 1)	Gouvernement	12 mai 2010	900'000		900'000
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phase 2)	Gouvernement	26 mars 2018		590'858	590'858
Total République centrafricaine				929'455	590'858	1'520'313

PAYS	TITRE	PEMO	DATE D'APPROBATION INITIALE	PHASE UN DU CIR	PHASE DEUX DU CIR	TOTAL GÉNÉRAL
République démocratique du Congo	Pré-EDIC	Gouvernement	15 janvier 2010	49'841		49'841
	EDIC	Banque mondiale	8 octobre 2008	400'000		400'000
	Mise à jour de l'EDIC	CNUCED	15 mai 2018		200'000	200'000
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phases 1 et 2)	Gouvernement	31 mai 2011	1'500'159		1'500'159
	Soutien aux ANMO par l'intermédiaire de CCI – catégorie 1, phase 1	PNUD	31 mai 2011	252'520		252'520
	Soutien aux ANMO par l'intermédiaire de CCI – catégorie 1, phase 2	PNUD	9 décembre 2015	75'193		75'193
Soutien à la durabilité	Gouvernement	31 mai 2018		300'000	300'000	
Total République démocratique du Congo				2'277'713	500'000	2'777'713
RDP lao	Mise à jour de l'EDIC	Gouvernement	29 octobre 2010	390'484		390'484
	Deuxième mise à jour de l'EDIC	Gouvernement	20 décembre 2019		200'000	200'000
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phases 1 et 2)	Gouvernement	26 janvier 2010	1'446'260		1'446'260
	Intégration	Gouvernement	28 octobre 2014	198'496		198'496
Total RDP lao				2'035'240	200'000	2'235'240
Rwanda	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phases 1 et 2)	Gouvernement	23 septembre 2009	1'634'400		1'634'400
	Soutien à la durabilité	Gouvernement	12 juin 2018		300'000	300'000
Total Rwanda				1'634'400	300'000	1'934'400
Samoa	Mise à jour de l'EDIC	Gouvernement	8 octobre 2012	156'469		156'469
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phase 1)	Gouvernement	8 octobre 2012	898'682		898'682
Total Samoa				1'055'151		1'055'151



PAYS	TITRE	PEMO	DATE D'APPROBATION INITIALE	PHASE UN DU CIR	PHASE DEUX DU CIR	TOTAL GÉNÉRAL
Sao Tomé-et-Principe	Mise à jour de l'EDIC	Banque mondiale	26 avril 2012	173'705		173'705
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phase 1)	Gouvernement	24 juin 2019		900'000	900'000
Total Sao Tomé-et-Principe				173'705	900'000	1'073'705
Sénégal	Mise à jour de l'EDIC	CNUCED	24 novembre 2011	195'734		195'734
	Intégration du commerce	Gouvernement	11 juin 2018		200'000	200'000
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phase 1)	Gouvernement	24 novembre 2011	900'000		900'000
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phase 2)	Gouvernement	23 juin 2016		600'000	600'000
	Soutien à la durabilité	Gouvernement	23 mai 2019		300'000	300'000
Total Sénégal				1'095'734	1'100'000	2'195'734
Sierra Leone	Mise à jour de l'EDIC	Banque mondiale	1 ^{er} juillet 2009	199'873		199'873
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phases 1 et 2)	Gouvernement	2 juillet 2009	1'408'859		1'408'859
	Soutien à la durabilité	Gouvernement	27 mai 2019		298'500	298'500
Total Sierra Leone				1'608'732	298'500	1'907'232
Somalie	Pré-EDIC	Gouvernement	15 juillet 2015	50'875		50'875
Total Somalie				50'875		50'875
Soudan du Sud	Pré-EDIC	Gouvernement	10 décembre 2013	50'000		50'000
	EDIC	PNUD	24 janvier 2013	398'456		398'456
	Mise à jour de l'EDIC	PNUD	6 décembre 2019		200'000	200'000
	Intégration	PNUD	15 août 2017		115'365	115'365
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phase 1)	PNUD	13 décembre 2017		900'000	900'000
Total Soudan du Sud				448'456	1'215'365	1'663'821

PAYS	TITRE	PEMO	DATE D'APPROBATION INITIALE	PHASE UN DU CIR	PHASE DEUX DU CIR	TOTAL GÉNÉRAL
Soudan	Mise à jour de l'EDIC	Banque mondiale	23 avril 2013	197'759		197'759
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phase 1)	Gouvernement	9 mai 2019		900'000	900'000
Total Soudan				197'759	900'000	1'097'759
Tanzanie	Mise à jour de l'EDIC	Banque mondiale	30 octobre 2015	340'466		340'466
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phase 1)	PNUD	13 mai 2013	900'000		900'000
Total Tanzanie				1'240'466		1'240'466
Tchad	Mise à jour de l'EDIC	PNUD	9 juin 2011	367'000		367'000
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phases 1 et 2)	Gouvernement	9 juin 2011	1'500'000		1'500'000
	Soutien aux ANMO par l'intermédiaire de conseillers commerciaux internationaux (CCI)	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS)	9 juin 2011	735'012		735'012
	Soutien à la durabilité	Gouvernement	18 décembre 2017		300'000	300'000
Total Tchad				2'602'012	300'000	2'902'012
Timor-Leste	Pré-EDIC	Gouvernement	15 janvier 2010	50'000		50'000
Total Timor-Leste				50'000		50'000
Togo	Pré-EDIC	Gouvernement	15 janvier 2010	50'000		50'000
	EDIC	Banque mondiale	8 octobre 2008	400'000		400'000
	Mise à jour de l'EDIC	Gouvernement	6 octobre 2015	200'000		200'000
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phases 1 et 2)	Gouvernement	23 novembre 2011	1'500'000		1'500'000
Total Togo				2'150'000		2'150'000



PAYS	TITRE	PEMO	DATE D'APPROBATION INITIALE	PHASE UN DU CIR	PHASE DEUX DU CIR	TOTAL GÉNÉRAL
Tuvalu	Mise à jour de l'EDIC	PNUD	14 décembre 2012	200'000		200'000
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phase 1)	PNUD	14 décembre 2012	900'000		900'000
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phase 2)	PNUD	26 octobre 2018		587'702	587'702
Total Tuvalu				1'100'000	587'702	1'687'702
Vanuatu	Mise à jour de l'EDIC	Gouvernement	24 septembre 2013	200'000		200'000
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phase 1)	Gouvernement	24 septembre 2013	900'000		900'000
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phase 2)	Gouvernement	19 décembre 2017		600'000	600'000
	Transition en douceur vers la sortie de la catégorie des PMA	Gouvernement	17 mai 2019		95'760	95'760
Total Vanuatu				1'100'000	695'760	1'795'760
Yémen	Mise à jour de l'EDIC	PNUD	1 ^{er} juillet 2009	237'010		237'010
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phase 1)	Gouvernement	1 ^{er} juillet 2009	931'000		931'000
Total Yémen				1'168'010		1'168'010
Zambie	Mise à jour de l'EDIC	Banque mondiale	12 juillet 2012	397'570		397'570
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phase 1)	Gouvernement	8 février 2010	898'928		898'928
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phase 2)	Gouvernement	11 février 2016		600'600	600'600
Total Zambie				1'296'498	600'600	1'897'098
Total général				60'562'063	23'550'280	84'112'343

Catégorie 2 – Projets de renforcement des capacités productives



Au 31 décembre 2019, en USD

PAYS	TITRE	PEMO	DATE D'APPROBATION INITIALE	PHASE UN DU CIR	PHASE DEUX DU CIR	TOTAL GÉNÉRAL
Bangladesh	Compétitivité des exportations	Gouvernement	29 décembre 2017		1'100'000	1'100'000
Total Bangladesh					1'100'000	1'100'000
Bénin	Renforcement des capacités productives et commerciales (RCPC)	Gouvernement	24 juillet 2014	2'990'647		2'990'647
	Étude de faisabilité	Gouvernement	27 avril 2018		185'430	185'430
	Développement de la chaîne de valeur du karité	Gouvernement	13 septembre 2018		1'500'000	1'500'000
Total Bénin				2'990'647	1'685'430	4'676'077
Bhoutan	Infrastructure Numérique (E4T)	Gouvernement	13 avril 2017		1'482'270	1'482'270
	Diversification des exportations – Brand Bhutan	Gouvernement	28 novembre 2019		1'500'000	1'500'000
Total Bhoutan					2'982'270	2'982'270
Burkina Faso	Sésame	Gouvernement	17 septembre 2012	2'666'884		2'666'884
	Étude de faisabilité – Beurre de karité	Centre du commerce international (ITC)	22 novembre 2013	196'094		196'094
	Manguier et noix de cajou	Gouvernement	15 avril 2014	2'999'089		2'999'089
	Filière du karité (PACFI-K)	Gouvernement	4 décembre 2018		1'499'780	1'499'780
Total Burkina Faso				5'862'067	1'499'780	7'361'847

PAYS	TITRE	PEMO	DATE D'APPROBATION INITIALE	PHASE UN DU CIR	PHASE DEUX DU CIR	TOTAL GÉNÉRAL
Burundi	Mécanismes de soutien à l'exportation	Gouvernement	20 décembre 2012	606'274		606'274
	Mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS)	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)	4 juillet 2012	2'503'277		2'503'277
Total Burundi				3'109'551		3'109'551
Cambodge	CEDEP I – Évaluation	Gouvernement	6 août 2012	220'661		220'661
	CEDEP I – Riz	Banque mondiale	6 août 2012	1'112'847		1'112'847
	CEDEP I – Soie	ITC	6 août 2012	974'980		974'980
	CEDEP II – Académie des arts culinaires (ACAC)	Shift 360	13 janvier 2014	950'000		950'000
	CEDEP II – Manioc	Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)	13 janvier 2014	993'955		993'955
	CEDEP II – Évaluation	Gouvernement	13 janvier 2014	347'610		347'610
	CEDEP II – Pêche en mer	ONUDI	13 janvier 2014	988'953		988'953
Total Cambodge				5'589'006		5'589'006
Comores	Compétitivité des exportations	PNUD	10 janvier 2014	3'503'336		3'503'336
	Écotourisme	Gouvernement	29 juillet 2019		1'500'000	1'500'000
Total Comores				3'503'336	1'500'000	5'003'336
Djibouti	Développement et promotion du tourisme	Gouvernement	27 mars 2017		1'500'000	1'500'000
	Amélioration de l'économie informelle	Gouvernement	9 juillet 2019		1'500'000	1'500'000
Total Djibouti					3'000'000	3'000'000
Éthiopie	Production de miel de qualité	Centre international sur la physiologie et l'écologie des insectes (icipe)	13 septembre 2018		1'499'918	1'499'918
Total Éthiopie					1'499'918	1'499'918

PAYS	TITRE	PEMO	DATE D'APPROBATION INITIALE	PHASE UN DU CIR	PHASE DEUX DU CIR	TOTAL GÉNÉRAL
Gambie	Compétitivité sectorielle et diversification des exportations (SCEDP)	ITC	18 janvier 2012	2'340'528		2'340'528
	Facilitation des échanges (aéroport)	Gouvernement	4 avril 2013	2'494'200		2'494'200
	SheTrades en Gambie (B751)	ITC	5 novembre 2018		300'012	300'012
Total Gambie				4'834'728	300'012	5'134'740
Guinée	Mangue (PRODEFIMA)	Gouvernement	21 novembre 2013	2'998'148		2'998'148
	Laboratoire SPS	Gouvernement	19 décembre 2017		1'500'000	1'500'000
	Stratégie nationale de développement du commerce	Gouvernement	22 juillet 2019		200'000	200'000
	Coopération à flux inversé sur le renforcement de la chaîne de valeur	Gouvernement	6 décembre 2019		348'090	348'090
Total Guinée				2'998'148	2'048'090	5'046'238
Îles Salomon	Évaluation de l'état de préparation au commerce électronique	CNUCED	12 octobre 2017		46'460	46'460
	Tourisme (SI-TIDE) – Phase un du CIR	Gouvernement	22 janvier 2014	1'500'000		1'500'000
	Tourisme (SI-TIDE) – Solde du budget au titre de la phase un du CIR	Gouvernement	21 novembre 2018		44'700	44'700
	Renforcement des capacités pour le commerce des produits agricoles (ECAT)	Gouvernement	12 janvier 2018		1'500'000	1'500'000
Total Îles Salomon				1'500'000	1'591'160	3'091'160
Kiribati	Évaluation de l'état de préparation au commerce électronique	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED)	26 octobre 2018		60'106	60'106
Total Kiribati					60'106	60'106



PAYS	TITRE	PEMO	DATE D'APPROBATION INITIALE	PHASE UN DU CIR	PHASE DEUX DU CIR	TOTAL GÉNÉRAL
Lesotho	Productivité agricole	ITC	21 décembre 2012	2'705'214		2'705'214
	Évaluation de l'état de préparation au commerce électronique	CNUCED	20 août 2018		60'027	60'027
Total Lesotho				2'705'214	60'027	2'765'241
Libéria	Études de faisabilité concernant le tourisme et l'ameublement	ITC	13 août 2015	199'433		199'433
	Évaluation de l'état de préparation au commerce électronique	CNUCED	6 octobre 2017		49'220	49'220
	Tourisme du surf	ITC	16 janvier 2019		500'000	500'000
Total Libéria				199'433	549'220	748'653
Malawi	Relier les petits exploitants à l'agro-industrie	Association des petits exploitants agricoles du Malawi	16 septembre 2014	1'648'750		1'648'750
	Soutien au secteur agroalimentaire (MITC)	Gouvernement	16 septembre 2014	1'146'299		1'146'299
	Évaluation de l'état de préparation au commerce électronique	CNUCED	20 août 2018		60'452	60'452
	Étude sur les zones économiques spéciales (MITC-SEZ)	Banque mondiale	22 février 2018	200'000		200'000
	Soutien au secteur agroalimentaire (MITC) – Solde du budget au titre de la phase un du CIR	Gouvernement	21 novembre 2018		204'519	204'519
	Total Malawi				2'995'049	264'971
Maldives	Renforcement des capacités institutionnelles aux fins de la facilitation des échanges	Gouvernement	30 mai 2013	1'557'838		1'557'838
Total Maldives				1'557'838		1'557'838

PAYS	TITRE	PEMO	DATE D'APPROBATION INITIALE	PHASE UN DU CIR	PHASE DEUX DU CIR	TOTAL GÉNÉRAL
Mali	Gomme arabique – Phase un du CIR	Gouvernement	17 février 2012	2'825'340		2'825'340
	Gomme arabique – Solde du budget au titre de la phase un du CIR	Gouvernement	21 novembre 2018		1'543'813	1'543'813
Total Mali				2'825'340	1'543'813	4'369'153
Myanmar	Renforcement du commerce des services (M-STEP) et projet de catégorie 1, phase 2, combinés	Gouvernement	15 avril 2019		2'100'000	2'100'000
Total Myanmar					2'100'000	2'100'000
Népal	Compétitivité du gingembre	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	6 mai 2012	700'642		700'642
	Pashmina (PETS)	ITC	22 mai 2013	1'861'603		1'861'603
	Évaluation de l'état de préparation au commerce électronique	CNUCED	4 juillet 2017		44'274	44'274
	Plantes médicinales et aromatiques – Phase un du CIR	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ)	18 novembre 2013	3'580'000		3'580'000
	Plantes médicinales et aromatiques – Solde du budget au titre de la phase un du CIR	GIZ	21 novembre 2018		130'484	130'484
Total Népal				6'142'245	174'758	6'317'004
Niger	Cuir (cuirs et peaux)	Gouvernement	19 août 2013	2'445'100		2'445'100
	Développement de la filière du sésame	Gouvernement	9 juillet 2019		1'500'000	1'500'000
Total Niger				2'445'100	1'500'000	3'945'100
Ouganda	Services commerciaux de district (DICOSS)	Gouvernement	30 août 2011	2'996'204		2'996'204
	Projet de développement de l'artisanat et de la fabrication de souvenirs (HSDP)	Gouvernement	18 janvier 2019		1'500'400	1'500'400
Total Ouganda				2'996'204	1'500'400	4'496'604



PAYS	TITRE	PEMO	DATE D'APPROBATION INITIALE	PHASE UN DU CIR	PHASE DEUX DU CIR	TOTAL GÉNÉRAL
Régional	Intégration du renforcement des capacités SPS dans le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA) et d'autres cadres politiques nationaux.	Marché commun de l'Afrique orientale et australe	29 juin 2018		207'400	207'400
	Commerce transfrontière sans papier	Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (CESAP)	5 septembre 2018		199'020	199'020
	Technologies agricoles	Overseas Development Institute	11 décembre 2018		195'792	195'792
	Aide à la sortie de la catégorie des PMA	OMC	16 janvier 2019		350'000	350'000
	Transfert de technologie pour le coton	OMC	7 juin 2019		204'694	204'694
	Renforcement des capacités de certaines MPME dirigées par des femmes en matière de commerce électronique en Asie du Sud	CESAP	8 juillet 2019		498'300	498'300
	Infrastructure de qualité dans le Pacifique	Secrétariat du Forum des îles du Pacifique	17 juillet 2019		97'334	97'334
	Développement commercial inclusif du secteur du karité (PRADCIFK)	Global Shea Alliance	2 décembre 2019		2'506'240	2'506'240
	Renforcement des capacités pour la promotion de l'investissement	Association mondiale des organismes de promotion de l'investissement	18 novembre 2019		378'000	378'000
Total régional					4'636'780	4'636'780

PAYS	TITRE	PEMO	DATE D'APPROBATION INITIALE	PHASE UN DU CIR	PHASE DEUX DU CIR	TOTAL GÉNÉRAL
République centrafricaine	Capacités en matière d'offre de produits agricoles	Gouvernement	18 septembre 2012	-		-
Total République centrafricaine				-		-
République démocratique du Congo	Huile de palme	Gouvernement	15 décembre 2014	2'647'745		2'647'745
Total République démocratique du Congo				2'647'745		2'647'745
RDP lao	Qualité et statistiques	Gouvernement	27 novembre 2013	2'488'411		2'488'411
	Projet combiné – Promotion des exportations et Projet de soutien à la durabilité	Gouvernement	4 décembre 2018		1'800'000	1'800'000
Total RDP lao				2'488'411	1'800'000	4'288'411
Rwanda	Développement des capacités transfrontières	Gouvernement	8 décembre 2014	3'324'948		3'324'948
	Initiatives de croissance des exportations	Gouvernement	2 décembre 2019		1'488'250	1'488'250
	Compétitivité commerciale grâce au commerce électronique	Gouvernement	17 janvier 2019		500'000	500'000
Total Rwanda				3'324'948	1'988'250	5'313'198
Samoa	Évaluation de l'état de préparation au commerce électronique	CNUCED	13 juin 2017		50'611	50'611
	TSSP – Phase un du CIR	Gouvernement	30 avril 2014	2'364'849		2'364'849
	TSSP – Solde du budget au titre de la phase un du CIR	Gouvernement	21 novembre 2018		579'374	579'374
Total Samoa				2'364'849	629'985	2'994'834



PAYS	TITRE	PEMO	DATE D'APPROBATION INITIALE	PHASE UN DU CIR	PHASE DEUX DU CIR	TOTAL GÉNÉRAL
Sénégal	Compétitivité de la mangue – Phase un du CIR	Gouvernement	20 août 2014	2'877'541		2'877'541
	Compétitivité de la mangue – Solde du budget au titre de la phase un du CIR	Gouvernement	21 novembre 2018		112'002	112'002
	Métrologie	Gouvernement	20 juin 2018		1'500'000	1'500'000
Total Sénégal				2'877'541	1'612'002	4'489'543
Sierra Leone	Tourisme durable (STDPP)	Gouvernement	27 janvier 2012	1'234'543		1'234'543
	Remanié – Tourisme durable (STDPP)	Gouvernement	2 décembre 2019		1'499'990	1'499'990
Total Sierra Leone				1'234'543	1'499'990	2'734'533
Tchad	Gomme arabique (RCCGA)	Gouvernement	11 octobre 2013	2'492'036		2'492'036
	Gomme arabique – Soutien par l'intermédiaire de CCI	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets	11 octobre 2013	378'428		378'428
	Étude de faisabilité	ONUDI	19 février 2014	147'235		147'235
	Peaux et cuirs (PRCCFPCT)	Gouvernement	25 juillet 2019		1'500'000	1'500'000
Total Tchad				3'017'699	1'500'000	4'517'699
Togo	Soja	Gouvernement	20 octobre 2014	2'997'992		2'997'992
	Projet combiné – Projet de soutien à la durabilité – Noix de cajou et karité (PRODAK)	Gouvernement	25 juin 2018		1'800'000	1'800'000
Total Togo				2'997'992	1'800'000	4'797'992
Tuvalu	Évaluation de l'état de préparation au commerce électronique	CNUCED	27 septembre 2018		60'606	60'606
Total Tuvalu					60'606	60'606

PAYS	TITRE	PEMO	DATE D'APPROBATION INITIALE	PHASE UN DU CIR	PHASE DEUX DU CIR	TOTAL GÉNÉRAL
Vanuatu	Infrastructures touristiques (VTIP)	Gouvernement	18 décembre 2014	3'150'000		3'150'000
	Évaluation de l'état de préparation au commerce électronique	CNUCED	6 octobre 2017		49'220	49'220
	Système de guichet unique électronique (ESWS)	Gouvernement	12 janvier 2018		1'500'000	1'500'000
Total Vanuatu				3'150'000	1'549'220	4'699'220
Yémen	Productivité et qualité du miel (IHPQ)	icipé	21 décembre 2012	1'428'362		1'428'362
	Centre de lutte contre les maladies de l'abeille (CBDP)	icipé	31 octobre 2014	1'086'837		1'086'837
Total Yémen				2'515'199		2'515'199
Zambie	Miel (TIPEC-ZAS)	Organisation néerlandaise de développement (SNV)	28 janvier 2013	2'469'930		2'469'930
	Renforcement des capacités phytosanitaires	Gouvernement	27 juillet 2018		200'000	200'000
	SheTrades en Zambie (B785)	ITC	18 octobre 2018		200'000	200'000
	Projet combiné – Développement coopératif et soutien à la durabilité	Gouvernement	15 avril 2019		1'798'900	1'798'900
Total Zambie				2'469'930	2'198'900	4'668'830
Total général				81'342'763	44'235'688	125'578'451



Abréviations

APC	Aide pour le commerce
RCA	République centrafricaine
SICC	Stratégie d'intégration du commerce au Cambodge
RDC	République Démocratique du Congo
EDIC	Étude diagnostique d'intégration du commerce
CAE	Communauté d'Afrique de l'Est
CIR	Cadre intégré renforcé
FASCIR	Fonds d'affectation spéciale du CIR
SE	Secrétariat exécutif du CIR
UE	Union européenne
IED	Investissement étranger direct
GIZ	Agence allemande de coopération internationale
RNB	Revenu national brut
ICIPE	Centre international sur la physiologie et d'écologie des insectes
CTI	Conseiller technique international
TIC	Technologies de l'information et de la communication
API	Agences de promotion des investissements
ITC	Centre du commerce international
ITFC	Société internationale islamique de financement du commerce
PMA	Pays les moins avancés
SEA	Suivi, évaluation et apprentissage
PEMO	Principale entité de mise en œuvre
SGI	Système de gestion de l'information du CIR
MOU	Mémorandum d'accord
MPME	Micro, petites et moyennes entreprises
TM	Tonnes métriques
S&E	Suivi et évaluation
PND	Plan national de développement
ONG	Organisation non gouvernementale
UNMO	Unité nationale de mise en œuvre du CIR
CDN	Comité directeur national du CIR
NTDC	Comité national de développement du commerce extérieur au Vanuatu
ODI	l'Overseas Development Institute
FORSEC	Secrétariat du Forum des îles du Pacifique
CEP	Comité d'examen des projets
ODD	Objectif de développement durable
GFAS	Gestionnaire du Fonds d'affectation spéciale du CIR
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
CESAP	Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
PNUD	Programme de développement des Nations Unies
UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets
WAIPA	Association mondiale des agences de promotion des investissements
WEDF	Forum mondial pour le développement des exportations



enhancedif.org



@EIF4LDCs



facebook.com/eif4ldcs



youtube.com/user/EIF4LDCs



flickr.com/photos/152818923@N04/



linkedin.com/company/11161784/

Secrétariat Exécutif du CIR

Rue de Lausanne 154
CH-1211 Genève 2
Suisse

+41 (0)22 739 6650

eif.secretariat@wto.org



trade4devnews.enhancedif.org



INFORMATIONS



TRIBUNE LIBRE



ACTIVITÉS



REPORTAGES PHOTO



RÉCITS D'EXPÉRIENCE



QUESTIONS-RÉPONSES

Le Cadre intégré renforcé rassemble des partenaires et des ressources en vue d'aider les pays les moins avancés à utiliser le commerce pour réduire la pauvreté et assurer une croissance inclusive et un développement durable.



Organisations partenaires du CIR

Fonds monétaire international (FMI)	Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)
Centre du commerce international (ITC)	Groupe Banque mondiale (BM)	Organisation mondiale du tourisme (OMT)
Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED)	Organisation mondiale du commerce (OMC)	

Gestionnaire du Fonds d'affectation spéciale du CIR

Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS)

Donateurs du Fonds d'affectation spéciale du CIR

